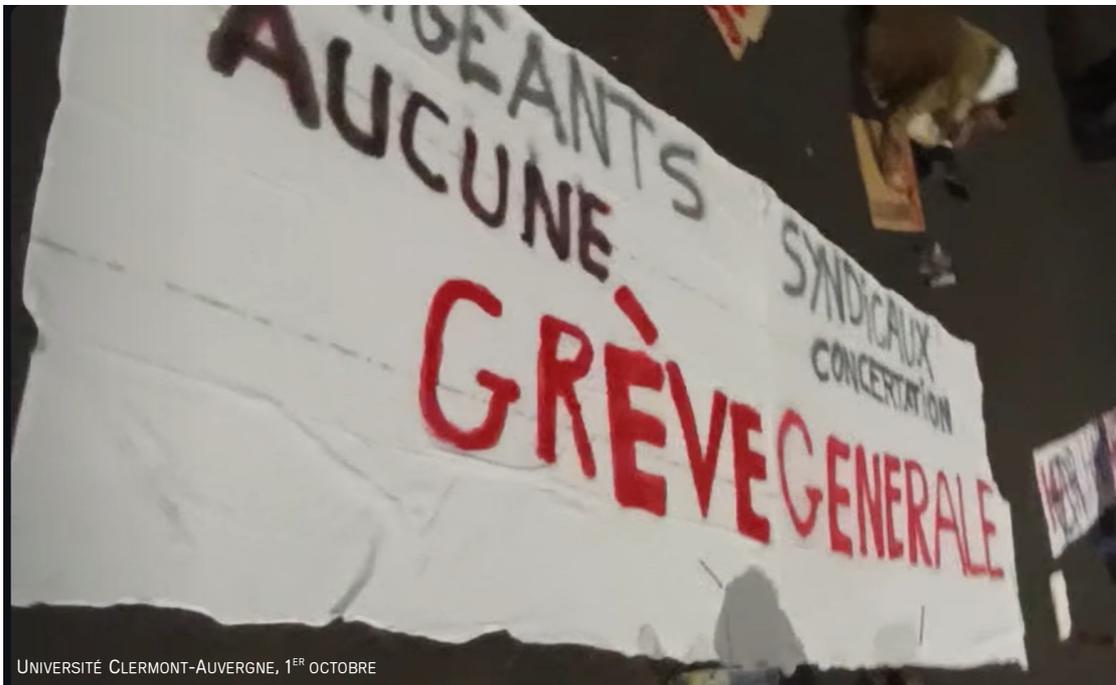




# REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [ Collectif révolution permanente en France ]

## Dirigeants syndicaux, assez de conciliabules avec Lecornu Grève générale !



UNIVERSITÉ CLERMONT-AUVERGNE, 1<sup>ER</sup> OCTOBRE

- Contre tout gouvernement bourgeois, gouvernement des travailleurs ! p. 2
- Kanaky : le FLNKS rejette finalement l'accord de Bougival p. 5
- La remise en cause du télétravail par les patrons p. 6
- Féminicides p. 8
- Nous détruirons vos centres de rétention p. 9
- Halte au génocide à Gaza ! p. 14
- Le capitalisme conduit l'humanité à la catastrophe p. 16
- La « rencontre internationaliste » du NPA-R p. 19
- Le mouvement de la jeunesse en Serbie p. 20
- L'adieu aux armes du PKK p. 22
- Le soulèvement de la jeunesse au Népal p. 25
- Quand Trump reçoit Poutine p. 27
- ABC du marxisme : république p. 28



# Contre tout gouvernement bourgeois, gouvernement des travailleurs !

Les niches fiscales, les subventions, les exemptions de cotisations sociales patronales et les exonérations d'impôt rapportent chaque année 270 milliards aux capitalistes (voir Mathieu Aron et Caroline Michel-Aguirre, *Le Grand détournement*, 2025).

## Lecornu annonce la poursuite du plan Bayrou

Le 26 septembre, Lecornu a dévoilé son objectif, réduire le déficit public à 4,7 % du PIB, identique à celui de Bayrou (4,6 %). Lecornu reprend aussi l'objectif de son prédécesseur de limiter l'augmentation des dépenses de santé à 5 milliards en 2026 et de restreindre l'aide médicale d'État pour les étrangers.

*Réduire le déficit pour maîtriser notre endettement, ce n'est pas seulement un engagement européen, c'est la condition de notre souveraineté. Cela commence par l'État qui doit donner l'exemple et cela passe aussi par une meilleure maîtrise des dépenses sociales et des collectivités territoriales.* (Lecornu, *Le Parisien*, 27 septembre 2025).

Pas question de « taxe Zucman », ni non plus de réduire les budgets de l'armée et la police. Donc, les attaques contre les retraites, les chômeurs, l'éducation et l'hôpital publics et les acquis sociaux se poursuivront. Pour y parvenir, Lecornu « veut faire confiance au dialogue social ».

*Je présenterai un budget qui tiendra compte des premières consultations que j'ai eues avec l'ensemble des organisations syndicales et patronales.* (Lecornu, *Le Parisien*, 27 septembre 2025).

## Guerre commerciale et nationalisme

Le déclin de de la France dans le système impérialiste mondial exige de tout gouvernement bourgeois un effort militariste et la poursuite des attaques contre la

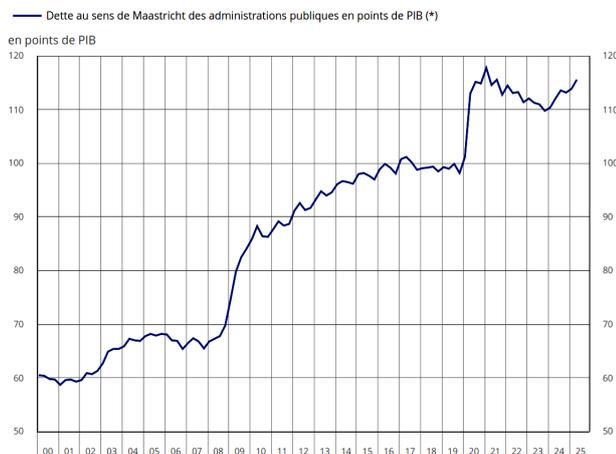
classe ouvrière. Or, le taux d'emprunt de l'État français sur les marchés financiers augmente, alors que le capitalisme français est en quasi-stagnation. Sur 2025, la croissance économique ne serait que de 0,8 % selon l'INSEE, 0,7 % selon la Banque de France. L'investissement fléchit. Tous les secteurs industriels enregistrent une baisse des commandes depuis le début de l'année. Les taxes douanières américaines (12 % en moyenne contre 2 % en 2024, 100 % sur les médicaments, 50 % sur les meubles de cuisine...) s'appliquent. L'incertitude politique pèse d'autant plus.

Vu l'incapacité des partis politiques bourgeois à former une majorité parlementaire, le grand capital intervient directement dans la vie politique (Association française des entreprises privées, Medef, grands capitalistes en personne) et fait pression pour que sa (maigre) contribution au financement de l'État et de la Sécu n'augmente pas.

*En moyenne, le taux d'impôt effectivement appliqué aux entreprises a baissé ces dernières années. Les grandes sociétés ont été les principales gagnantes.* (Le Monde, 4 septembre 2025)

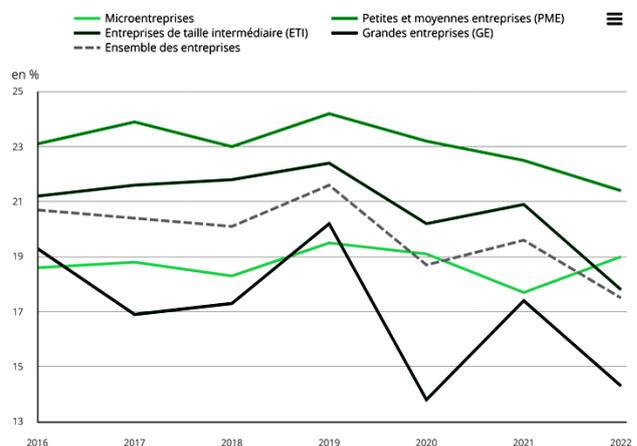
Les petits patrons étaient déjà sous le charme du RN. Le grand capital se fait à l'idée d'un gouvernement stable comprenant le RN, sur le modèle de celui de Meloni en Italie.

Sous la double pression des impérialismes russe et américain, l'Union européenne rêve d'une industrie militaire « européenne ». Mais Berlin et Paris se disputent le gâteau. Les groupes capitalistes français peuvent compter sur le soutien, non seulement de Renaissance, de LR et du RN, mais du PS, du PCF et de LFI.



INSEE, INFORMATIONS RAPIDES, 25 SEPTEMBRE  
LE PLAFOND FIXÉ PAR L'UE EST 60 %

Figure 4 - Taux implicite brut moyen selon la catégorie d'entreprise, de 2016 à 2022



INSEE ANALYSES N° 112, 2 SEPTEMBRE 2025

*Soutien à Dassault dans le refus de se mettre à disposition de l'Allemagne pour produire l'avion du futur. Aucun accord industriel avec ce voisin ne fonctionne jamais. Priorité à l'indépendance et à la souveraineté pour se défendre. (Jean-Luc Mélenchon, X, 25 septembre 2025).*

## Le PS, le PCF et les dirigeants confédéraux se bousculent à Matignon

Après un vote de défiance le 8 septembre à l'Assemblée nationale de tous les partis réformistes avec plusieurs partis bourgeois (dont le RN et son allié UDR), le président discrédité a nommé premier ministre un de ses proches, l'ancien ministre de la défense. Aucune travailleuse consciente, aucun travailleur conscient ne peut croire que cette engeance va soudain se mettre au service de la population laborieuse.

Pourtant, les dirigeants syndicaux, le PS et le PCF se rendent à toutes ses convocations. Ils reconnaissent ainsi la légitimité de Macron et de Lecornu, leur laissent reprendre la main.

*Il y a de la discussion, de l'échange, on est capables de parler du fond... On a un premier ministre. (Frédéric Souillot, FO, 22 septembre).*

Vu le degré du mécontentement social, tout en se rendant servilement à Matignon, les directions syndicales tentent de faire diversion en rejoignant le 10 septembre appelé par un petit patron et en décrétant des journées d'action du 18 septembre et du 2 octobre... pour « faire pression sur Lecornu ».

*Nous maintiendrons la pression jusqu'à la fin des débats parlementaires, en décembre, pour que le budget soit sous la surveillance du monde du travail. (Sophie Binet, La Tribune Dimanche, 27 septembre)*

Autrement dit, laissons le parlement à majorité bourgeoise adopter le budget élaboré par le gouvernement bourgeois minoritaire.

Pour les bureaucrates syndicaux, hors de question de nuire au capitalisme français, d'organiser l'affrontement entre les travailleurs et le futur gouvernement, d'empêcher l'adoption du budget militariste et antisocial. Pour cela, ils préparent un nouveau bal de journées pour empêcher la grève générale jusqu'à la victoire.

La collaboration de classe des chefs syndicaux est appuyée par tous les partis « réformistes » (LFI, PS, PCF...) et couverte par leurs adjoints « révolutionnaires » (LO, RP, deux NPA...). Ceux-ci critiquent les directions, mais se gardent bien de les affronter dans les réunions syndicales et les assemblées générales. Comme en 2023, ils soutiennent les « journées d'action » inefficaces et les « grèves reconductibles » éparpillées.



*Après la réussite du 18 septembre, il faut préparer le 2 octobre. (RP, 29 septembre) ; Les confédérations syndicales appellent à une nouvelle mobilisation jeudi 2 octobre. C'est une occasion à saisir pour se faire entendre au moins autant que le patronat. (LO, 29 septembre)*

« Se faire entendre », ce n'est pas arracher les revendications. Et se faire entendre de qui ? Du pouvoir ? Ce n'est pas si différent de ce que racontent Léon, Souillot ou Binet.

Or, la politique des appareils politiques et syndicaux corrompus du mouvement ouvrier, les défaites qu'ils causent (comme au printemps 2023 sur les retraites) ne sont pas pour rien dans la montée électorale du parti bourgeois fascisant et raciste ou dans l'agressivité grandissante des nerfs fascistes.

## Au nom d'une hypothétique 6<sup>e</sup> république bourgeoise, Mélenchon sert de marchepied à Le Pen

Le PS et le PCF ne veulent pas passer pour « irresponsables » en empêchant l'existence de tout gouvernement bourgeois et en aggravant les difficultés du capitalisme français.

*Le premier ministre devra être plus sérieux, dans la manière de travailler avec les oppositions. (Fabien Roussel, 13 septembre)*

En outre, ils préparent les élections municipales qui leur tiennent à cœur. LFI partage leur respect de l'État bourgeois mais s'en distingue parce que son chef suprême vise à provoquer une élection présidentielle anticipée, qu'il pense gagner. Son ralliement enthousiaste au mouvement confus du 10 septembre fait partie de la première étape, se débarrasser de Macron.

*La phase dégagiste de la révolution citoyenne semble engagée. (Jean-Luc Mélenchon, Blog, 18 septembre)*

Ensuite, il sera candidat à la présidentielle (dans le cadre de la 5<sup>e</sup> République) et, il n'en doute pas, gagnera au second tour contre Le Pen.

*Dans 10 jours, l'Assemblée nationale pourra faire tomber le gouvernement Lecornu... puis ce sera le tour de Macron... la victoire est à portée de main. (Jean-Luc Mélenchon, Blog, 22 septembre)*

Enfin, le sauveur suprême marquerait l'histoire en octroyant au « peuple » et à « la France » une « Assemblée constituante » et une « 6<sup>e</sup> République », tout cela par la magie des bulletins de vote (c'est ce que LFI appelle la « révolution citoyenne »).

Dans le contexte actuel, il est plus probable que la démission de Macron, réclamée tant par LFI que par le RN, hâterait la victoire de Le Pen, répétant en grand l'échec électoral de Mélenchon à Hénin-Beaumont face à celle-ci en 2012.

## RÉVOLUTION COMMUNISTE

*Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers. (Trotsky, 1929)*



Bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
section française du Collectif révolution permanente  
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI



2273-8762

Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)  
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**  
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

**ARTP**  
**AGECA service BP**  
**177 rue de Charonne**  
**F-75011 PARIS**

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,  
français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site de l'EKIB/Turquie : [patronsuzdunya.com](http://patronsuzdunya.com)

Site du GKK/Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI/France : [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)

Site de l'IKC/État espagnol : [ikcirklo.org](http://ikcirklo.org)

Site d'OR/Argentine : [octubrerojoorg.wordpress.com](http://octubrerojoorg.wordpress.com)

Le dessin est de Honoré, assassiné avec Cabu, Charb,  
Tignous et Wolinski par les islamistes le 7 janvier 2015.

## Ni Macron-Lecornu, ni Le Pen-Bardella, gouvernement ouvrier !

Alors que la crise politique de la bourgeoisie est sous les yeux de tous les travailleurs, les partis réformistes restent dans le cadre du parlement, de l'institution présidentielle, conseillent d'attendre les élections, tandis que les bureaucraties syndicales apportent leur caution à Lecornu et dispersent l'énergie des étudiants et des travailleurs en journées d'action impuissantes.

Dans les syndicats, dans les AG, sur les lieux de travail, d'études et de vie, exigeons : dirigeants syndicaux, cessez de cautionner Lecornu ! Aucune négociation avec lui sur le projet de budget 2026 ! Sortez du Conseil d'orientation des retraites, des conseils d'administration des groupes capitalistes et de tous les organismes de gestion !

Ouvriers, employés, techniciens, soignants, enseignants, étudiants, chômeurs, préparons la grève générale contre tout budget militariste et antisocial, organisons l'autodéfense contre les flics et les fachos.

Les travailleurs et les futurs travailleurs ont besoin d'un gouvernement à eux, sous leur contrôle. Seul un tel gouvernement, du type de la Commune de Paris en 1871 ou des soviets en Russie en 1917, pourra mettre en place un programme d'urgence pour les travailleurs.

- Interdiction des licenciements ! Rattrapage et indexation des salaires, des pensions et des prestations sociales sur l'inflation ! Contrôle ouvrier sur les entreprises !
- Abrogation de la réforme Macron-Borne sur les retraites et des restrictions de l'assurance chômage ! Suppression des impôts sur la consommation populaire ! Impôt fortement progressif sur le revenu et le patrimoine !
- Annulation de la dette publique ! Financement à hauteur des besoins des hôpitaux publics, de l'enseignement public et des autres services publics essentiels à la population laborieuse !
- Fermeture des centres de rétention administrative ! Abolition de toutes les lois xénophobes ! Ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants ! Mêmes droits pour tous les travailleurs !
- Retrait de l'OTAN ! Dissolution des corps de répression et de l'armée professionnelle ! Armement des travailleurs !
- Indépendance de la Kanaky ! Arrêt des livraisons d'armes et de composants militaires à Israël !
- Expropriation du grand capital ! Plan démocratique de production et de répartition ménageant l'environnement ! Etats-Unis socialistes d'Europe !

30 septembre 2025

# Kanaky : le FLNKS rejette finalement l'accord

## L'accord de Bougival

L'accord de Bougival était présenté par le gouvernement Bayrou comme un compromis entre forces politiques coloniales dites « loyalistes » (Républicains calédoniens, Les Loyalistes, le Rassemblement...) et nationales dites « indépendantistes » (FLNKS-UC, UNI-Palika...). Ces dernières avaient signé le 12 juillet 2025. Dans la continuité des accords de Nouméa, il envisageait une nationalité locale s'ajoutant à la française, transferts de compétences régaliennes, réforme du corps électoral, tout cela sous couvert de reconnaissance identitaire.

*L'accord de Bougival contient trois verrous quasiment infranchissables pour accéder à la pleine souveraineté :*

*Le rapport de force se trouve modifié par la répartition des sièges au bénéfice de la province sud à dominance loyaliste. Il serait donc impossible d'atteindre les 3/5 au congrès de la NC pour espérer transférer les compétences régaliennes.*

*L'État doit donner son feu vert après avoir étudié les modalités et les implications du transfert de chaque compétence régalienne.*

*Et enfin le transfert définitif d'une compétence régalienne sera soumis à un référendum local avec un corp électoral ouvert.* (Christian Tein, chef de la Cellule de coordination des actions de terrain—CCAT—et président du FLNKS, *L'Anticapitaliste*, 8 septembre)

## Difficultés inattendues

Sous la pression de la CCAT, le congrès extraordinaire du FLNKS du 13 août, a rejeté officiellement l'accord. Mais le FLNKS reste prisonnier son passé et veut continuer à collaborer avec l'État colonial.

*Prenons le temps de reposer les bases d'une discussion sereine et évitons de cliver les populations en Nouvelle-Calédonie.* (Christian Tein, *La Tribune*, 22 août)

*Le FLNKS reste ouvert au dialogue. Une délégation a rencontré dernièrement à deux reprises M. Valls.. Pour le FLNKS, l'accord de Nouméa reste notre référence, il est là, c'est notre filet de protection, ça nous permet d'avancer dans le temps.* (Christian Tein, *L'Anticapitaliste*, 8 septembre)

La chute de Bayrou en métropole, le 8 septembre 2025, a aussi affaibli le processus de Bougival. Le ministre des outre-mer Valls voit ses marges de manoeuvres réduites.

## Pour le droit à l'indépendance du peuple kanak

*L'éducation internationaliste des ouvriers de pays oppresseurs doit nécessairement consister, en tout*

*premier lieu, à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme.* (Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*, juillet 1916)

Il est nécessaire que le mouvement ouvrier français rompe avec sa bourgeoisie et soutienne sans ambiguïté les peuples mélanésiens et polynésiens dans leur droit à décider de l'avenir de tout l'archipel et de nouer les liens internationaux qu'ils souhaitent. Une fois cette indépendance arrachée, place à tous ceux qui sont attachés à cette terre pour y vivre à égalité !

Les partis sociaux-impérialistes (PS, PCF, LFI) s'accrochent aux intérêts coloniaux français et prêchent le pacifisme aux colonisés (comme aux étudiants et aux travailleurs dans l'Hexagone).

*Jean-Luc Mélenchon appelle à des solutions civiles et pacifiques, impliquant un dialogue inclusif entre toutes les communautés de Nouvelle-Calédonie. Il insiste sur le fait qu'aucune des populations locales n'est l'ennemi de la France et que la paix ne peut être restaurée que par le dialogue et le respect des accords précédents.* (Mélenchon le blog, 20 mai 2024)

Même certaines organisations se disant révolutionnaires (LO, NPA-R...) refusent de soutenir clairement le droit inconditionnel à l'indépendance immédiate du peuple opprimé par leur propre impérialisme. D'autres opportunistes (NPA-AC, POI, RP, PT...) se rangent avec LFI et le PCF derrière les chefs coutumiers (tous des hommes) et la nouvelle bourgeoisie kanak, alors que la valse-hésitation du FLNKS et la capitulation de l'Union nationale pour l'indépendance-Palika prouvent que les travailleuses et les travailleurs ne peuvent leur faire confiance.

Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire rassemblant tous les exploités de Kanaky, avec pour première revendication le départ de l'impérialisme français.

- Liberté de déplacement pour tous les militants kanaks et levée de toutes les poursuites judiciaires !
- Autodéfense des Kanaks ! Retrait immédiat des forces armées françaises et démantèlement des milices coloniales !
- Unité et indépendance de la Kanaky !
- Gouvernement ouvrier et paysan !
- États-Unis socialistes d'Océanie !

28 septembre 2025

# La remise en cause du télétravail pour « dégraisser »

## Une mutation accélérée par la crise sanitaire mondiale de 2020

Le télétravail est l'activité professionnelle exercée à distance, rendue possible par les outils de télécommunication. Croissant à partir de 1996, le télétravail a été accéléré par la pandémie de covid-19. De nombreux capitalistes dans le monde ont été contraints de mettre leurs employés en télétravail à temps complet (« full-time remote ») pour continuer leur activité malgré les confinements. Par la suite, les entreprises américaines du numérique et beaucoup d'entreprises de services à travers le monde ont annoncé que le télétravail illimité serait pérennisé.

Dans ces conditions, un certain nombre de salariés ont déménagé, ceux en « télétravail illimité » pouvant habiter où bon leur semble, ceux en « travail hybride » (une partie de la semaine en télétravail, une autre en présentiel) pouvant s'éloigner davantage de leur lieu de travail en acceptant d'allonger leur temps de trajet professionnel dont la fréquence diminue contre un logement moins cher ou un cadre plus agréable.

## Une situation hétérogène

La plupart des activités manuelles sont, par nature, exclues. Certains métiers comme le transport de marchandises, le nettoyage de locaux, la maintenance des équipements, le soin aux personnes, le montage manufacturier, les chantiers... ne peuvent se faire de chez soi.

En France, 80 % de l'emploi des cadres est télétravaillable contre 21 % pour les employés et 1 % pour les ouvriers. Par conséquent, 65 % des premiers travaillent à distance contre respectivement 10 % et 0 %. Pour les sala-

riés éligibles, le nombre moyen de jours de télétravail s'élevait à 2 par semaine en 2024.

La segmentation se produit au sein même de l'entreprise. Elle met parfois en difficulté l'activité syndicale. Par exemple, lorsque des salariés réclament des primes de télétravail pour compenser les dépenses d'électricité à domicile, les « présents » en sont forcément exclus.

Les femmes sont plus souvent concernées que les hommes (+6,4 %).

*En brouillant la frontière entre espace privé et espace public, le télétravail peut contribuer à réactiver l'assignation prioritaire des femmes à la sphère domestique.* (Natacha Ordioni, « Le développement du télétravail en Europe à la lumière de l'analyse marxiste », *Syndicalisme et société*, 2001, vol. 4, p. 117)

En France, 44 % des télétravailleurs désirent augmenter le temps de télétravail (DARES, *Télétravail : évolution des pratiques et conditions de travail*, 5 novembre 2024).

## Le retour au présentiel comme moyen de licenciement aux États-Unis

Mais dans le capitalisme, la production est décidée par le capital et le travail doit s'y plier.

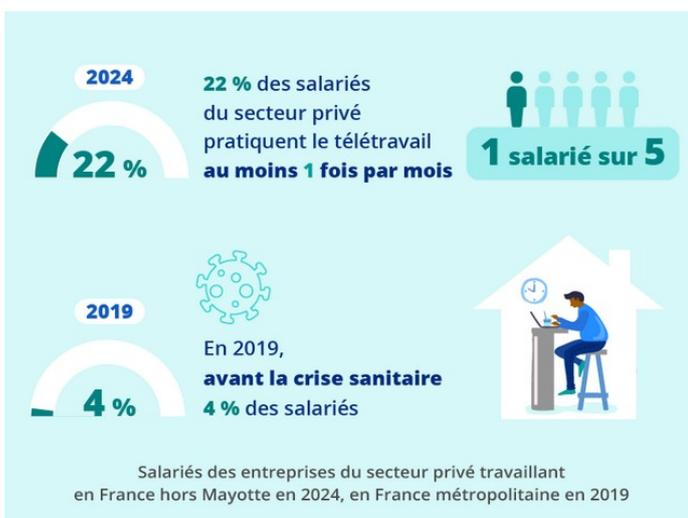
*La masse des producteurs se trouvent face à face avec le caractère social de leur production, sous forme d'une autorité organisatrice sévère et d'un mécanisme social parfaitement hiérarchisé.* (Karl Marx, *Le Capital*, III, 1863-1885, ES poche, 1976, p. 793)

Le télétravail étant au bon vouloir de l'entreprise, avec ou sans convention, un éloignement géographique par rapport à l'entreprise se traduit par une vulnérabilité des travailleurs concernés et un plus grand pouvoir de nuisance du patronat.

Courant 2024, les géants américains de la Tech ont renversé la tendance. Sous prétexte de favoriser la collaboration, faciliter les échanges d'idées, renforcer la cohésion des équipes ou restaurer une culture d'entreprise, des télétravailleurs sont rappelés dans les locaux.

Amazon, Apple, Dell, Facebook, Google, X, Zoom mais aussi BlackRock, Disney, JP Morgan, tous contraignent leurs salarié(e)s à réintégrer l'entreprise. Microsoft de son côté fait du chantage à la productivité et assure que le télétravail ne sera pas réduit tant que les chiffres seront bons.

Les fonds d'investissement qui gèrent des placements dans le capital immobilier tiennent à ce que les loyers



versés par les autres capitalistes pour des immeubles de bureaux ne baissent pas. Plus significativement, les employeurs qui cherchent à réduire leur propre effectif misent parfois sur les démissions de télétravailleurs dont les choix de vie ont rendu difficile le retour au bureau.

*La mécanique est simple : en forçant un retour au bureau, les entreprises savent qu'elles vont pousser certains employés à quitter volontairement leur poste. Beaucoup de salariés, qui ont réorganisé leur vie autour du télétravail, voient cette obligation comme une contrainte inacceptable. Et le message passé laisse peu de place au doute : les collaborateurs ont le choix de revenir au bureau... ou de quitter l'entreprise. Un moyen subtil pour réduire les effectifs et ajuster les coûts sans les stigmates d'un plan de licenciements. (Forbes, 26 novembre 2024)*

Depuis, la tactique est étendue à d'autres secteurs. En 2025, Trump et Musk alors alliés ont usé de ce stratagème pour couper dans les effectifs du secteur public.

### Des capitalistes européens au diapason

Ce mode de « dégraissage » est copié de ce côté de l'océan Atlantique. Le groupe capitaliste d'électricité espagnol Holaluz s'est séparé de 25 % de sa masse salariale par ce biais.

Le capitalisme français avait commencé globalement à réduire le télétravail dès 2023. En 2025, menacé de stagnation, il tend à rogner les effectifs. Par conséquent, la méthode des groupes étasuniens est trop belle pour ne pas être imitée.

Dans un contexte de crise du secteur du jeu vidéo, Ubisoft en difficulté a annoncé en septembre 2024 abolir le télétravail illimité et imposer 3 jours de présence par semaine. Le patron savait pertinemment que nombre de salariés démissionneraient. Il s'agit d'un plan de licenciement collectif déguisé qui contourne les contraintes qu'impose un « plan social ».

*Près de 200 collègues (25 % des effectifs de l'entreprise [pour Ubisoft Paris]) envisagent de quitter l'entreprise suite à l'application d'un retour en présentiel. (Syndicat des travailleur/euses du jeu vidéo, 9 décembre 2024)*

Les travailleurs du secteur, soumis à un management sévère et harassés par les périodes intensives de travail qui précèdent les sorties de jeux (« crunch »), avaient évidemment sauté sur le télétravail pour échapper à la pression. Les capitalistes du domaine vidéoludique se sont fait une spécialité d'utiliser la passion des salariés pour accroître l'exploitation. Les travailleurs ont entamé un mouvement de grèves ponctuelles contre la volonté d'Ubisoft de plafonner le télétravail à 60 %. En juillet certaines entités du groupe ont conclu des accords mais la colère n'est pas retombée.

En avril, c'est le constructeur automobile Stellantis qui réduit le télétravail de 4 à 3 jours par semaine pour ses salariés, une manière d'encaisser les difficultés qu'il traverse en utilisant l'effectif comme variable d'ajustement.

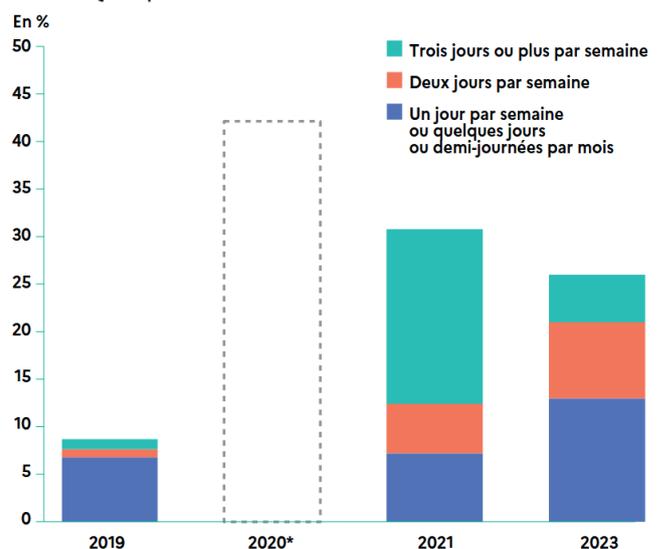
En juin dernier, la Société générale dénonce son propre accord sur le télétravail de janvier 2021 qui octroyait aux salariés 2 ou 3 jours de télétravail par semaine pour le limiter à 1 jour. À l'appel de l'intersyndicale CGT-CFDT-CFPC, les salariés se mettent en grève le 27 juin contre cette décision. Le groupe bancaire, en difficulté depuis la hausse des taux, avait déjà annoncé en début d'année un plan de suppression de 947 postes et compte dorénavant sur le « départ volontaire » de certains télétravailleurs pour amplifier ce chiffre.

Même chose chez Free, les salariés ont fait grève le 1<sup>er</sup> juillet contre la réduction du télétravail de 8 à 6 jours par mois imposée fin juin. Les syndicats dénoncent une volonté de réduire l'effectif, dans l'optique du rachat de tout ou partie de SFR.

- Déconnexion de tous les salariés en dehors des horaires de travail !
- Droit pour tous de refuser, choisir ou maintenir le télétravail !
- Interdiction des licenciements collectifs dissimulés !
- Diminution du temps de travail sans diminution de l'effectif !
- Expropriation du grand capital !

13 août 2025

GRAPHIQUE 1 | Part de salariés en télétravail de 2019 à 2023



# Féminicides

## Halte au massacre !

À la date du 27 septembre 2025, sans que cela fasse la une, 115 femmes, 5 petites filles et adolescentes ont été assassinées depuis le début de l'année en raison de leur genre, victimes de violences machistes, en France et dans les territoires colonisés (chiffrage Inter Orga Féminicides). 89 orphelin(e)s, dont 15 témoins des faits, pleurent leur maman. La période estivale a été spécialement meurtrière, souvent synonyme d'isolement : les congés éloignent les soutiens habituels (collègues, amitiés, voisins, parents...) tandis que de nombreuses structures d'aide ferment ou fonctionnent en effectif réduit.

Les agresseurs avaient tous un lien de parenté ou de proximité avec les suppliciées, ce qui est conforme aux statistiques : dans 91 % des cas de viol ou d'agression, les femmes connaissent leur bourreau, alors que 93 % des morts violentes touchant des hommes ont lieu hors cadre familial (Service statistique ministériel de la sécurité intérieure).

En moyenne, chaque année, 700 femmes font une tentative de suicide pour échapper à leur tortionnaire et 200 en meurent. Le suicide forcé a fait l'objet d'une loi adoptée en 2020 (qui ne le qualifie cependant pas de meurtre). Depuis son entrée en vigueur, 20 procédures ont été transmises au parquet dont 2 poursuites correctionnelles en 2020, 190 procédures et 10 poursuites correctionnelles en 2021, 233 procédures et 25 poursuites correctionnelles en 2022 (derniers chiffres communiqués). Une vingtaine de condamnations a été prononcée, au total.

*Quand on dit qu'une femme meurt tous les trois jours en France, c'est un mensonge. Ce sont près de trois femmes par jour qu'on tue, qu'on a voulu tuer, qui se suicident ou qui ont voulu se suicider, dénonce Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire départemental des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis. Si on ajoute les suicides forcés aux « féminicides », la photographie du taux de mortalité lié aux violences conjugales n'est plus du tout la même. (Le Monde, 28 août 2024)*

## La négligence de l'État

Le dernier rapport annuel de la Mission interministérielle pour la protection des femmes (Miprof), publié le 19 novembre 2024, a recensé 773 victimes de harcèlement par conjoint ou ex-conjoint ayant conduit au suicide ou à sa tentative, qui s'ajoutent aux 93 assassinats directs, aux 319 tentatives de féminicides, soit 1 185 femmes victimes reconnues. Restent dans l'ombre toutes celles qui n'ont pas osé ou pu porter plainte. Il faut dire que le ministère de l'injustice fonctionne à plein : la moitié des assassinées avait déjà signalé des violences sans obtenir protection dans un pays où 86 % des plaintes pour violences sexuelles, 72 % des plaintes pour viols sont classés sans suite pour « insuffisance de

*preuves* » (Institut des politiques publiques, 3 avril 2024).

En 2024, le numéro d'urgence 3919 (géré par la Fédération nationale solidarité femmes) a enregistré plus de 100 000 appels. Le gouvernement vante comme un progrès son ouverture 24 heures sur 24, ce qui nécessite plus de moyens humains et financiers, alors qu'il a refusé d'en augmenter le budget, rendant par là impossible d'améliorer le taux de réponse aux appels au secours. Très officiellement, il trouve d'ailleurs acceptable de ne pas fixer l'objectif de 100 %... L'enquête *Ne fermons pas la porte*, publiée le 27 août par la Fondation des femmes, révèle une baisse drastique des subventions pour les associations de lutte contre les violences faites aux femmes, entre 15 % et 25 % de leur budget, qu'elles viennent de l'État ou des communes et régions. Le budget de l'État couvre 8 % des besoins dans l'estimation la plus basse des besoins, la lutte contre les violences sexistes compte pour 0,04 % du budget global.

## Que faire ?

Les violences faites aux femmes témoignent dramatiquement du sort général qui leur est réservé dans la société inégalitaire dans laquelle nous vivons : moins bien payées, soumises aux emplois à temps partiel, elles sont souvent dans l'incapacité de fuir le lieu des violences masculines parce qu'elles n'ont pas les moyens de se loger ailleurs. La loi du capital expulse des familles pour loyer impayé mais laisse les victimes à la merci des agresseurs ; les hébergements d'urgence n'assurent que 16 % des besoins. Exigeons que les femmes violentées gardent leur domicile ! Le maltraitant, dehors !

Devoir se rendre dans un commissariat ou une gendarmerie pour dénoncer des violences constitue un obstacle au signalement pour bien des femmes. Médecins de ville, hospitaliers, agents de services publics, personnels et bénévoles des associations féministes... devraient pouvoir recueillir ces plaintes et simplifier les démarches des victimes.

Avec l'accroissement des budgets militaires, la virilité toxique trouve un terrain favorable et tous les opprimés en font les frais, à commencer par les femmes. À bas le budget Macron-Lecornu qui étrangle l'école publique de la maternelle à l'université, où doit se vivre et s'apprendre l'égalité entre les filles et les garçons ! À bas ce budget qui renforce l'austérité au mépris des missions de soins et d'accueil de l'hôpital public !

Et dans les partis ouvriers, les syndicats, les associations, les militantes et les militants, pour combattre efficacement les agressions sexistes, doivent apprendre à protéger et à se protéger, s'éduquer et éduquer à l'autodéfense.

# Pierre par pierre, mur par mur, nous détruirons vos centres de rétention !

## La guerre de la république aux étrangers

Durant la Première Guerre mondiale, des civils ressortissants d'États en guerre contre l'impérialisme français sont enfermés dans des camps sur simple décision administrative, quand le droit lui-même de l'État bourgeois (décret du 2 août 1914 « *relatif aux mesures à prendre à l'égard des étrangers stationnés en France* ») ne le prévoyait pas. Contre les « *ennemis désignés* » (Allemands, Autrichiens, Hongrois, Alsaciens et Lorrains...), sont organisés soixante-dix « *dépôts d'internement* » placés sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Tous sont des zones de non-droit mais les conditions d'enfermement varient grandement en fonction du statut social et juridique des détenus (il existe des dépôts pour les « *notables* »), allant du lieu de résidence semi-ouvert au camp disciplinaire.

Sous le gouvernement Daladier (chef du Parti radical, membre du Front populaire de 1935 à 1938), est officiellement décidée, par le décret-loi du 12 novembre 1938, la construction des premiers camps d'internement des « *étrangers indésirables* » au nom du « *potentiel danger* » qu'ils représenteraient pour la République. Ainsi, le ministère de l'intérieur obtient le pouvoir, dans le cadre de « *l'élimination rigoureuse des indésirables* » d'enfermer les étrangers expulsables mais « *dans l'impossibilité de trouver un pays qui les accepte* », ou encore « *des étrangers dangereux pour la sécurité nationale* » de par « *leurs antécédents judiciaires* ».

C'est ce décret-loi qui a donné le cadre administratif à l'emprisonnement des réfugiés espagnols républicains fuyant après la victoire franquiste (173 000 à la mi-juin 1939 dans les camps de Gurs, Le Vernet, Barcarès, Agde, Bram...), à l'enfermement des ressortissants allemands et ex-autrichiens dont pas mal d'antnazis, au commencement de la Seconde Guerre mondiale. Le plus grand camp, Les Mille, près d'Aix en Provence, a vu passer quelque 10 000 internés originaires de 38 pays, dont des Tziganes, des Juifs ayant fait l'objet de rafles. D'ailleurs, plus de 2 000 hommes, femmes et enfants juifs ont été déportés vers Auschwitz *via* des camps français (Drancy, Rivesaltes, Pithiviers, Vénissieux). L'hiver 1940-1941, dans le camp de Gurs, 8 personnes en moyenne mouraient chaque jour. Le décret Daladier a servi de cadre juridique à la longue liste des « *indésirables étrangers* » du régime de Vichy : entre 1940 et 1944, au moins 500 000 personnes ont été détenues dans plus de deux cents camps de rétention présents sur tout le territoire français.

L'impérialisme français a aussi sur les mains la sueur et le sang des 20 000 travailleurs vietnamiens réquisi-

tionnés dans les colonies indochinoises, la plupart de force, pour travailler dès 1939 dans les usines d'armement en France. Ils ont été parqués dans des camps spéciaux à Bias dans le Lot-et-Garonne, à Agde dans l'Hérault ou dans la future prison des Baumettes à Marseille. Pendant la guerre d'Algérie (1954-1962), l'État colon a créé des « *camps d'assignation à résidence surveillée* » (CARS) pour enfermer les militants algériens du Front de libération nationale (FLN) ou du Mouvement national algérien (MNA), le principal se trouvant dans le Larzac. À la fin de cette guerre, les anciens supplétifs de l'armée française (dits « *harkis* ») et leurs familles ont été remerciés en étant relégués dans des camps insalubres (Bias, Bourg-Lastic, La Rye-Le Vigeant, Larzac-La Cavalerie, Saint-Maurice-l'Ardoise, Rivesaltes).

## La création de fait des CRA sous de Gaulle

En 1963, un vieil entrepôt dans le port de Marseille (dans le quartier d'Arenc, le hangar A3, démolé en 2007) est acheté discrètement par la préfecture de police pour enfermer les étrangers en instance d'expulsion, surtout des travailleurs marocains et algériens ; on est après la fin de la guerre d'Algérie et le gouvernement de Gaulle-Pompidou (UNR, ancêtre de LR-RI, du MoDem et de Horizons) entend bien contourner les dispositions signées à Évian qui facilitent la circulation des Algériens entre les deux pays. Le décret Daladier de 1939 poursuit sa carrière.

Si Arenc a été choisi pour la facilité avec laquelle les étrangers sont poussés dans les bateaux, à l'abri des regards, d'autres lieux en France remplissent la même fonction, en particulier le dépôt de la préfecture de police de Paris. La prison clandestine d'Arenc va sévir pendant 11 ans, jusqu'à ce que la disparition d'un pêcheur marocain, Mohamed Cherif, en situation régulière, soit médiatisée par son avocat. D'autres disparitions sont révélées, là aussi après une convocation au service des étrangers de l'hôtel de police de Marseille. La presse publie des photos, une manifestation de solidarité a lieu. Le gouvernement Chirac justifie la rétention et les expulsions mais ne peut étouffer le scandale qui ternit la bannière giscardienne de démocratie moderne : pour cette seule année 1975, 3 299 personnes ont été enfermées dans ce hangar ; 30 000 Algériens y ont été détenus entre 1963 et 1975. Les conditions de rétention y sont abominables, le secteur réservé aux « *Africains* » n'a pas même un lavabo et il n'y a aucune douche dans l'entrepôt.

Le gouvernement Giscard-Barre tente ensuite en novembre 1977 de donner une base juridique à posteriori à ces enfermements, par circulaire et décret. Ils sont rejetés par le Conseil constitutionnel, pourtant pas



vraiment un repère d'internationalistes, qui qualifie d'« arbitraire » le fait de détenir une personne sans qu'aucun jugement n'ait été prononcé. Ce sont les lois Bonnet de 1980 et 1981 qui vont instaurer légalement l'internement, « pendant le temps strictement nécessaire à leur départ », des innocents auxquels la bourgeoisie refuse l'entrée ou le séjour sur le territoire français. Ce même Bonnet, en 1998, s'opposera à l'automatisme de l'acquisition de la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers, éructant contre une « immigration d'allocataires » et prêchant que l'immigration « altère l'identité de la nation » (*Le Monde*, 14 janvier 1998). Les partis sociaux-chauvins apportent leur contribution.

*Il faut stopper l'immigration officielle et clandestine.* (Marchais, secrétaire général du PCF, *Discours au meeting porte de Pantin*, 9 janvier 1981)

## La légalisation par Mitterrand et l'Union de la gauche

En 1981, le gouvernement Union de la gauche Mitterrand-Mauroy (un front populaire du PS et du PCF avec les partis bourgeois MRG et MDD) abroge les dispositions les plus contestées de la loi Bonnet mais entérine le principe de la pénalisation de l'immigration dite irrégulière. Les centres de rétention administrative (CRA) sont légalisés : le PS, le PCF et le PSU votent pour la loi le 29 octobre 1981. Placés sous le contrôle de la police, les CRA sont utilisés depuis pour séquestrer avant expulsion. Les préfets décident de l'enfermement, un juge des libertés et de la détention est saisi pour prolonger les délais de rétention. L'État bourgeois, quel que soit le gouvernement dévoué à sa gestion, n'a cessé de les accroître.

En 1983, le gouvernement front populiste Mitterrand-Mauroy (PSU-PCF-PS-MRG) oppose systématiquement les « immigrés installés qui font partie de la réalité nationale » et « les immigrés clandestins qu'il faut renvoyer » (Mitterrand, Conseil des ministres, 31 août).

En 1992, le gouvernement Mitterrand-Bérégovoy (PS-MDR-MRG) crée des « zones d'attente » où les demandeurs d'asile peuvent être maintenus pendant 20 jours, puis fait passer la durée maximale de la rétention en CRA de dix à douze jours en 1998.

## Un durcissement continu

Les gouvernements Chirac et Sarkozy-Fillon allongent cette durée à 32 jours en 2003, puis 45 en 2011.

La rétention des familles est légalisée par le gouvernement Hollande-Valls en 2016. La loi immigration Collomb du gouvernement Macron-Philippe augmente encore en 2018 la durée maximale de la rétention de 45 à 90 jours, y compris pour les mineurs dont les parents sont expulsables.

Le 9 juillet dernier, les députés du « socle commun » et RN ont voté l'allongement jusqu'à 7 mois (comme pour les accusés de terrorisme) de la rétention des étrangers condamnés ou « *constituant une menace grave pour la sécurité publique* », notion laissée à l'appréciation des soutiens de Retailleau et consorts qui, à notre avis, mettent gravement en danger les pauvres, les prolétaires, les opprimés de toutes origines.

D'après les chiffres du ministère de l'intérieur, les expulsions se sont élevées à 21 601 personnes en 2024, 26,7 % de plus qu'en 2023, chiffre qui dépassait de 22 % celui de l'année précédente. 46 955 personnes ont fait l'objet d'une séquestration en 2023 (14 260 en 1999), dont 16 969 en métropole et 29 986 (dont 3 349 mineurs) dans lesdits territoires d'Outre-mer où toutes sortes de dérogations à la loi déjà inique existent pour la rendre encore plus défavorable aux populations cherchant refuge. Par exemple, à Mayotte, l'enfermement des mineurs en CRA, sera effectif jusqu'en 2027 alors qu'il a pris fin en janvier 2024 en métropole.

Depuis 1980, 29 lois aggravant le sort des migrants ont été votées, 118 depuis 1945. La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI) décide le doublement des places de rétention par rapport à 2017 avec un objectif de 3 000 places à l'horizon 2027 et des constructions de nouveaux CRA à Aix-Luynes, Béziers, Dijon, Dunkerque, Goussainville, Mayotte, Nantes, Oissel qui s'ajoutent aux vingt-sept existants.

*La loi pour contrôler l'immigration promulguée le 26 janvier 2024 est l'une des plus répressives de ces 40 dernières années. Elle constitue un cap supplémentaire vers des atteintes sans précédent aux droits des personnes migrantes... La suppression des catégories protégées contre les expulsions, l'extension sans précédent de la double peine, la fin de la stabilité des titres de séjour, le creusement des inégalités dans les territoires ultramarins, pour ne citer qu'elles, sont autant de mesures profondément attentatoires aux droits fondamentaux des personnes, qui stigmatisent, répriment, excluent et mettent en danger.* (Comité inter-mouvements auprès des évacués, Cimade, 12 février 2024)

Les accords Macron-Starmer annoncés le 10 juillet 2025 qui prévoient de s'échanger des migrants comme on s'échange des objets à travers la Manche,

moyennant finances et flics lourdement armés, jouant aussi du couteau et de la bombe lacrymogène (Pierre-Louis Caron, *France Info*, 18 juin 2025), confirment l'analyse de la Cimade. Cette association, créée par une succursale de l'église protestante pour venir en aide aux évacués d'Alsace-Lorraine en 1959, était la seule présente dans les camps de France et en 1984, l'État a signé avec elle une convention l'autorisant à apporter aide juridique et soutien aux personnes enfermées dans les CRA.

Cette intervention a été remise en question en 2008 par le gouvernement Sarkozy-Fillon qui décide que les CRA sont un marché public où la mise en concurrence de plusieurs associations se partageant « *des lots régionaux* » (les aristo-catho de l'Ordre de Malte obtiennent Lille et Metz) fera baisser le coût de la prise en charge des détenus et le nombre des recours contre les expulsions. Le décret impose « *neutralité et confidentialité* » pour instaurer la loi du silence autour du sort fait aux migrants, par exemple en dissuadant de publier le rapport annuel que fort heureusement les associations continuent de produire. Puis est créé et introduit dans les CRA en 2010 l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) dont le raciste Hortefeux prend la tête.

### Une nasse de plus en plus serrée

Le 12 mai dernier, le Sénat à majorité LR a voté un projet de loi visant à retirer aux associations présentes dans les CRA, les missions de conseil juridique et d'aide aux démarches administratives. Seul l'OFII les détiendrait. Le gouvernement a engagé la procédure accélérée pour faire adopter cette attaque par l'assemblée nationale. L'objectif est avoué sans fard :

*Certes, les associations intervenant dans les centres n'ont aucun pouvoir de nature décisionnelle mais les circonstances dans lesquelles elles exercent leur rôle actuel ne sont pourtant pas sans soulever des interrogations concernant la neutralité du soutien qu'elles apportent.*

*En effet, une partie de celles titulaires des marchés correspondants déploie parfois un discours difficilement compatible avec l'idée même du renvoi de personnes en situation irrégulière...*

*En outre, demeure la question de savoir si, au-delà de leur mission d'aide aux personnes retenues pour la présentation de recours contentieux, les associations ne participent pas à un mouvement volontaire systématique de massification des recours, de nature à entraver la politique mise en oeuvre en matière de lutte contre l'immigration illégale. (« Exposé des motifs », 20 mars 2025)*

Les États bourgeois, leurs frontières, leur violence, leur xénophobie, leur défense des intérêts des capitalistes

friands de main d'oeuvre bon marché et précaire, leur « marché de l'emploi » soumis à la loi du profit, leur néocolonialisme affiché ou rampant, transforment des millions d'hommes, de femmes et d'enfants en proies que la police et l'armée chassent. Quand ils ont échappé à la noyade, aux milices des frontières, aux passeurs, ils sont parqués dans des « *zones d'attente pour personnes en instance* » (ZAPI) dans les ports, grandes gares, aéroports, jusqu'à 26 jours de zone grise. Et quand ils échappent à la police des frontières, l'État français poursuit la traque.

*Dans ces quarante-huit heures, 18 et 19 juin, on va mobiliser 4 000 gendarmes, des policiers, des douaniers, des forces Sentinelle pour interpeler des clandestins dans les bus et dans les gares. Depuis le début de l'année, nous en avons interpellé 47 000. (Retailleau, 17 juin 2025)*

Direction les CRA, mais aussi les commissariats, baptisés alors pour 48 heures « *locaux de rétention administrative* » (LRA). Avec l'augmentation des arrestations des privés de papiers, se multiplient aussi les mesures d'« *assignation à résidence* ». Mais loin d'alléger le sort des détenus, elles constituent pour les préfets un outil pour expulser davantage et plus discrètement. Les personnes arrêtées se retrouvent isolées, sans aide pour faire valoir leurs maigres droits face à des décisions contre lesquelles le délai de recours est de 48 heures seulement. Même les hébergements créés précédemment pour les demandeurs d'asile, pour les étrangers en situations administratives diverses, tendent à être utilisés comme des outils de tri et de contrôle policier des personnes migrantes, dévoyant le droit à l'hébergement, à des fins d'expulsion.

*La France a des obstacles constitutionnels [sur certaines mesures], mais nous n'en avons pas sur les centres de retour. Et je suis favorable à tout ce qui peut rendre les retours plus efficaces. (Retailleau, 23 juillet)*

### Non à la détention d'innocents ! Solidarité !

La Cimade s'est retirée le 1<sup>er</sup> janvier 2025 du CRA du Mesnil-Amelot, le plus grand de France, pour protester contre les conditions infligées aux personnes détenues.

*Les conditions d'hébergement sont dégradées, l'hygiène insatisfaisante et l'alimentation insuffisante. La promiscuité, l'absence d'intimité, l'insalubrité des lieux sont exacerbées par la taille de ce méga CRA.*

*Les personnes retenues rencontrent des obstacles récurrents dans l'exercice de leurs droits : restrictions de circulation au sein du centre, absence d'accès libre aux bureaux de l'association, difficultés à accéder à leurs documents personnels, notamment médicaux...*



*En outre, le recours massif et abusif à l'isolement par la PAF, dans des cellules exigües, en dehors de tout cadre légal, impacte manifestement les droits et la dignité des personnes retenues. En parallèle, celles-ci témoignent que les conditions d'accès aux soins au sein du CRA sont a minima insuffisantes sinon défaillantes : difficultés d'accès à l'unité médicale, ruptures de traitement, annulation de nombreux rendez-vous médicaux du fait de sous-effectifs policiers, etc. La vulnérabilité des personnes souffrant de troubles psychiatriques est régulièrement ignorée par l'administration et ce malgré les conséquences dramatiques que l'enfermement peut provoquer...*

*Encouragées par la politique de criminalisation et d'expulsion assumée par l'État, les préfetures multiplient les pratiques abusives et illégales d'enfermement et d'expulsion des étrangers et ce en dépit de nos alertes régulières au ministère de l'Intérieur. À cet égard, entre 2023 et 2024, au moins vingt personnes ont été expulsées illégalement depuis le seul CRA du Mesnil-Amelot, au mépris de l'État de droit...*

*Enfin, l'administration enferme et expulse des personnes au mépris du risque d'atteinte à leur vie et de traitements inhumains ou dégradants en cas de retour dans leur pays d'origine : ressortissants soudanais, afghans, syriens ou encore haïtiens, ainsi que des personnes disposant d'une protection internationale octroyée par la France. (21 février 2025)*

Pour la deuxième année consécutive, 4 personnes sont mortes en rétention en 2024 et les tentatives de suicide se sont multipliées. (France terre d'asile, *Rapport*, 9 juillet 2025)

Le 4 mai 2023, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné pour la onzième fois l'État français pour l'enfermement en CRA de familles avec enfants (âgés de sept mois à treize ans). Le rapport national sur les centres et locaux de rétention de 2022 recense 94 enfants placés en détention dans les centres de l'Hexagone et 2 905 pour le seul CRA de Mayotte. Au moins 129 enfants isolés ont été emprisonnés alors

même qu'un juge des enfants n'avait pas encore rendu de décision sur leur situation. Depuis la première condamnation de la France en 2012 pour traitement inhumain et dégradant, ce sont plus de 35 000 enfants qui ont été enfermés en centre de rétention. La mobilisation contre l'enfermement des enfants a obtenu un succès, puisque depuis le 26 janvier 2024, elle est illégale.

Des collectifs se sont mobilisés à Béziers, Dijon, Méribac, Nantes... contre la construction de nouveaux centres de rétention. Mais les partis et les syndicats qui disent parler au nom des travailleurs et défendre leurs intérêts n'y assurent qu'une présence symbolique, quand elle existe.

Actuellement, une mobilisation est en cours pour empêcher que les salles d'audience soient installées à l'intérieur des CRA, réduisant encore la capacité de défense des personnes séquestrées et accroissant leur isolement.

### **Ouverture des frontières !**

Aucun obstacle n'est mis aux voyages des riches, les capitaux peuvent circuler librement. Les assassins au pouvoir comme Ben Salman ou Nétanyahou sont reçus avec les honneurs.

Par contre, les pauvres, les opprimés, les producteurs qui, eux, n'exploitent personne sont refoulés avec violence.

La bourgeoisie, classe exploiteuse, cherche constamment à opposer les travailleurs entre eux. Sa « *politique migratoire* », ses lois xénophobes, ont le même objectif: diviser la classe prolétarienne qui est internationale pour en limiter la force potentielle, pour détourner du véritable ennemi, la classe capitaliste et ses États qui la protègent. Car les travailleurs peuvent faire dépérir et supprimer les frontières archaïques. Notre classe est la seule qui soit internationaliste.

Front unique de tout le mouvement ouvrier pour :

- Fermeture immédiate de tous les CRA, aucune nouvelle prison pour étrangers !
- Abrogation de toutes les lois discriminatoires ! À bas la « *politique d'immigration* », ses quotas, ses forces de maintien de l'ordre bourgeois !
- Liberté de circulation et d'installation pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs !
- Réquisition des logements pour ne laisser personne dehors !
- Des papiers pour toutes et tous !
- Ouverture des frontières aux travailleurs, travailleuses, aux réfugié(e)s et aux étudiant(e)s !

26 juillet 2025



Pour un syndicalisme de combat  
Tendance intersyndicale lutte de classe

## Lettre de la tendance intersyndicale Pour un syndicalisme de combat au courant Front unique de la FSU

Chers camarades,

Vu la proximité entre les positions que votre courant défend au sein de la CAN de la FSU et des instances du SNASUB, du SNES et du SNCS, avec l'orientation que notre tendance Pour un syndicalisme de combat porte dans les congrès et dans la CA du SNESup, nous vous proposons de coordonner nos activités au sein de ces instances.

En cas de succès, nous pourrions convoquer des assemblées générales communes et préparer une fusion.

Avec notre salut syndicaliste révolutionnaire,

25 août 2025, Assemblée générale de PSC



## Lettre du Groupe marxiste internationaliste à toutes les organisations révolutionnaires

Chères camarades, chers camarades,

Le Collectif révolution permanente a lancé un appel à toutes les organisations révolutionnaires du monde en 2024.

Par conséquent, la section française GMI invite les organisations révolutionnaires à participer à sa conférence qui se tiendra à Paris du samedi 11 octobre à 11 h au dimanche 12 à 11 h.

Pour des raisons d'organisation, nous aimerions savoir avant fin septembre si vous envisagez d'y participer.

Avec notre salut communiste internationaliste,

2 septembre 2025, Direction nationale du GMI



## Lettre du Groupe marxiste internationaliste au Parti communiste révolutionnaire

Chères camarades, chers camarades,

Nous avons pris connaissance avec un grand intérêt de votre « lettre ouverte aux communistes de France » du 26 août.

Nous saluons votre conversion de 2024 au communisme. Pour notre part, nous n'avons jamais abandonné ce drapeau, quelles que soient les pressions de la bourgeoisie impérialiste française. Notre organisation a été fondée en 2013 par des militantes et des militants issus de la Ligue communiste révolutionnaire, des Jeunes communistes révolutionnaires ou de l'Organisation communiste internationaliste. Tous s'étaient opposés au ralliement menchevik à des fronts populaires avec des partis bourgeois, tous s'étaient dressés contre la dissolution dans un « parti large » reniant la nécessité de détruire l'État bourgeois et d'instaurer une dictature transitoire du prolétariat jusqu'au socialisme mondial. Notre organe se nomme fièrement *Révolution communiste*.

C'est dire que nous sommes disposés à discuter avec vous pour construire un parti communiste de masse, dans le cadre d'une nouvelle internationale communiste du type de celle dirigée par Lénine et Trotsky !

Nous sommes donc à votre disposition pour vous rencontrer. D'ores et déjà, nous vous invitons à participer à notre 9<sup>e</sup> conférence qui se tiendra à Paris du samedi 11 octobre à 11 h au dimanche 12 octobre à 11 h.

Avec notre salut communiste internationaliste,

2 septembre 2025, Direction nationale du GMI

**rejoins les communistes révolutionnaires ! [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)**

# Halte au génocide à Gaza ! Solidarité prolétarienne avec la Palestine !

## La nature de la nouvelle offensive

L'escalade de l'armée israélienne constitue une aggravation qualitative de la guerre menée depuis deux ans dans la bande de Gaza avec la complicité du gouvernement égyptien qui bloque sa frontière.

Dans les six premiers jours suivant le début de l'assaut terrestre sur la ville de Gaza, l'armée israélienne a déjà mobilisé deux divisions (chacune comptant entre 10 000 et 15 000 soldats). Par des bombardements massifs et des opérations terrestres, la population civile est systématiquement terrorisée ; des centaines de milliers de personnes ont de nouveau été contraintes de fuir. La destruction systématique d'hôpitaux, d'écoles, de quartiers résidentiels et d'infrastructures élémentaires fait partie d'une épuration ethnique. Ce scénario génocidaire s'accompagne d'une asphyxie alimentaire systématique de la population palestinienne.

Parallèlement, des ministres fascistes du gouvernement Nétanyahou —le ministre des finances Smotrich et le ministre de la sécurité Ben-Gvir— réclament ouvertement l'annexion de l'ensemble de la Cisjordanie et l'expulsion des Palestiniens qui y vivent. Ce qui est la réalité depuis des décennies —la politique continue de

colonies, la privation de droits et l'accaparement systématique des terres— est désormais assumé et formulé sans complexe comme programme : un État défini ethniquement, doit être érigé sur l'entièreté du territoire de la Palestine.

## Le rôle criminel des États-Unis

Le soutien décisif à la politique sioniste provient des États-Unis. Le gouvernement américain fournit des milliards en aide militaire, des systèmes d'armement et des informations de renseignement à l'État sioniste. Washington considère Israël comme son principal avant-poste au Proche-Orient, qui s'en prend au Yémen et à l'Iran, qui fait pression sur la Syrie, etc. Ainsi, l'administration Trump met tout son poids dans les institutions diplomatiques de l'ordre impérialiste pour dégager le chemin à Nétanyahou.

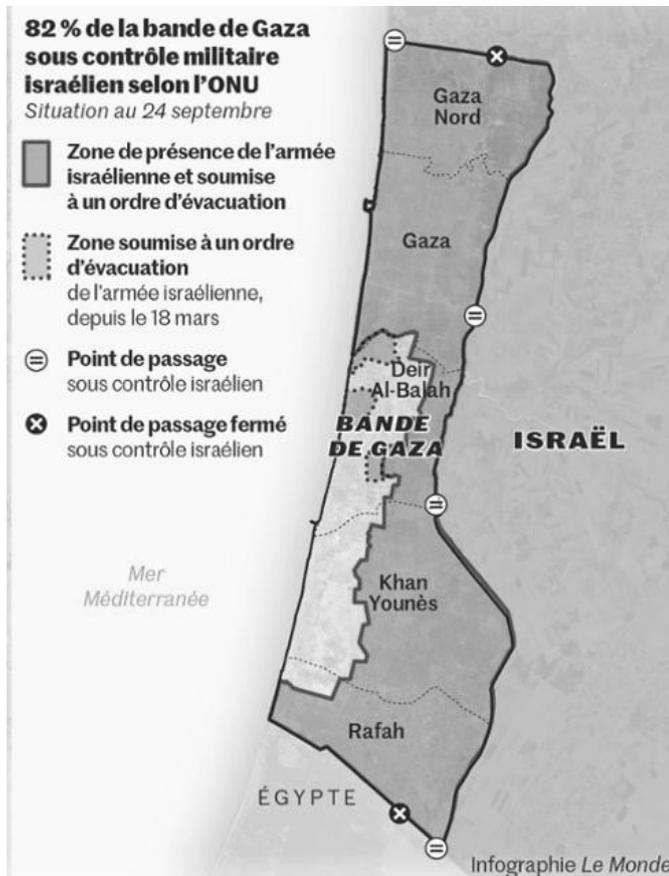
## Les manoeuvres des autres puissances impérialistes

Devant le risque pour l'ordre impérialiste mondial que fait courir l'épuration ethnique à Gaza, de nouveaux États bourgeois (France, Grande-Bretagne, Canada, Australie...) rejoignent ceux qui avaient déjà reconnu officiellement la fiction juridique d'un « État palestinien » désarmé (Chine, Russie, Espagne, Mexique, Brésil, Afrique du sud...).

Mais ces gestes diplomatiques ne sont pas l'expression d'une condamnation du projet colonial sioniste ni d'une solidarité authentique avec le peuple palestinien : ce sont des manoeuvres d'une fraction de la bourgeoisie mondiale destinées à sauver les régimes bourgeois arabes du Proche-Orient et à maintenir l'illusion de l'ONU, de sa partition de la Palestine depuis 1947 et de sa « solution à deux États ».

*Le peuple israélien a subi la pire attaque terroriste de son histoire... La reconnaissance de l'État palestinien est une défaite pour tous ceux qui nourrissent des obsessions antisémites et veulent la destruction de l'État d'Israël. (Emmanuel Macron, Discours à l'ONU, 22 septembre)*

Les monarchies salafistes du Golfe, le gouvernement basé sur les communautés religieuses du Liban, le gouvernement islamiste de Syrie, la monarchie de Jordanie, la dictature militaire d'Égypte interdisent les manifestations pour la cause nationale palestinienne. L'hypocrisie de la direction du Parti travailliste britannique se révèle une fois de plus. Starmer, arrivé à la tête du parti gouvernemental après une purge contre ceux qu'il qualifie d'« antisémites » (une purge devant laquelle avait capitulé Corbyn), criminalise le mouvement de solidarité avec la Palestine. Aux États-Unis, l'administration Trump a aggravé cette politique déjà menée par



Biden ; en France, en Allemagne, en Autriche et dans de nombreux autres pays, des militant-e-s de la solidarité font face à des poursuites judiciaires.

### Aucune confiance dans les institutions impérialistes

Face à cette situation, les Palestiniens ne peuvent ni compter sur les institutions communes de l'impérialisme ni sur le « bon vouloir » de certains gouvernements bourgeois. Ni l'ONU ni les juridictions pénales internationales n'apporteront justice aux masses palestiniennes.

Nombre d'actions de solidarité trans-classes avec la Palestine pâtissent du fait que des illusions sont nourries à l'égard des gouvernements bourgeois (qu'ils incluent ou non des sociaux-démocrates et des faux communistes) lorsqu'on les appelle à « faire quelque chose pour la paix ». La paix de la bourgeoisie signifie la stabilisation de l'ordre impérialiste mondial.

Les Frères musulmans et les partis réformistes qui en appellent à l'ONU font diversion avec des boycotts par les consommateurs. Ce ne sont pas les artistes israéliens, ni les sportifs israéliens, ni les acteurs qualifiés de « sionistes » (dont beaucoup, soit dit en passant, ne sont ni citoyens israéliens ni juifs !) qui détruisent Gaza et qui tuent les Palestiniens, mais l'armée coloniale et les armes fournies par les puissances impérialistes. Seule la classe ouvrière internationale organisée peut opposer une force réelle à la politique guerrière sioniste.

### Front unique ouvrier en défense du peuple opprimé !

La flamme de la solidarité n'a pas pu être étouffée malgré toutes les tentatives de démolition : des secteurs de la classe ouvrière en Tunisie, en Italie et en France ont, à travers des mesures de boycott des livraisons d'armes à Israël, constaté concrètement le pouvoir qu'ils peuvent exercer.

Les travailleuses et les travailleurs conscients de tous les pays doivent se battre pour :

- La rupture avec tous les gouvernements bourgeois qui soutiennent Israël,
- L'ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens,
- La fin de toute coopération scientifique et technologique profitant à l'armée israélienne, qu'elle passe par des universités, des instituts de recherche ou des entreprises,
- Le retrait des marines de guerre de la mer Méditerranée, de la mer Rouge et de l'Océan indien, la fermeture de toutes les bases impérialistes (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine) en Asie de l'Ouest et en Afrique de l'Est,

- Partout, le boycott prolétarien des livraisons d'armes.

Nous communistes appelons les syndicats, les partis et les organisations de la classe ouvrière à organiser des actions communes contre le soutien au sionisme, manifestations de masse, motions dans les entreprises et les universités, grèves contre les livraisons d'armes, blocages dans les ports...

### Pour une Palestine unie et socialiste

La solution à deux États ne fait que légitimer la colonisation depuis 150 ans, l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948, la persécution des Palestiniens dans les bantoustans créés par les accords d'Oslo de 1995. La bourgeoisie sioniste n'a qu'un objectif : expulser tous les Palestiniens, liquider ceux qui résistent.

La lutte contre le sionisme est indissociable de la lutte contre l'impérialisme. Une véritable libération ne peut naître que du combat conjoint de la classe ouvrière arabe, juive, turque, perse, kurde contre leur propre bourgeoisie, pour instaurer la paix dans une Palestine unie, démocratique, laïque, multiethnique, plurilingue et jeter les bases de la fédération socialiste du Proche-Orient, où le peuple palestinien pourra réaliser son droit au retour et à l'autodétermination, et où les travailleuses et travailleurs juifs vivront aux côtés des masses arabes en allant vers le communisme, une société sans classes.

24 septembre .2025

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)



# Monde : le capitalisme conduit l'humanité à la catastrophe

La course au profit des entreprises capitalistes, la rivalité des États bourgeois empêchent de réduire l'émission de gaz à effet de serre et les déchets plastiques, entraînent l'humanité vers une nouvelle guerre mondiale. Derrière la montée du protectionnisme, la guerre en Ukraine et le génocide des Palestiniens, l'opposition entre les deux principaux impérialismes de la planète, les États-Unis et la Chine, se développe.

## Chine

La Chine a tenu les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre le sommet de Tianjin avec une vingtaine de dirigeants étrangers, dont Poutine, mais aussi Modi, douché par l'imposition de droits de douanes à 50 % décidés par Trump pour punir l'Inde d'importer du pétrole et du gaz russe. Ainsi Trump précipite l'Inde du côté chinois. « Le dragon doit danser avec l'éléphant » a dit Xi.

Xi a déclaré lors de ce sommet :

*La transformation qui va définir le siècle s'accélère en ce moment dans le monde, avec une nette augmentation des facteurs d'instabilité, d'incertitude et d'imprévisibilité.*

L'impérialisme chinois prétend incarner au contraire un pôle de stabilité et d'échange en « unifiant les forces du Sud global ». L'impérialisme chinois poursuit la construction d'alliances commerciales dans le cadre de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai), qui intègre maintenant l'Inde, le Pakistan, l'Iran, mais aussi des BRICS avec le Brésil par exemple, et poursuit son

offensive diplomatique et commerciale en Amérique latine et en Afrique.

Cela ne signifie pas que tous ces pays forment désormais un bloc solide autour de l'impérialisme chinois. Au sein de l'OCS, l'Inde et le Pakistan viennent une nouvelle fois de se faire la guerre. Mais face à l'agressivité de l'impérialisme américain, l'impérialisme chinois leur apparaît comme un recours possible. L'Inde n'est pas totalement alignée sur la Chine, avec qui elle conserve un conflit frontalier, ni sur l'alliance Chine-Russie ; elle achète par exemple ses avions de combat à Dassault et n'a pas participé ensuite au défilé militaire du 3 septembre. Ce défilé, le plus important jamais réalisé en Chine, est un défi à l'impérialisme américain, avec la présentation d'armes dernier cri, notamment les missiles hypersoniques, qui affirme la puissance militaire de l'impérialisme chinois.

*Plus est exacerbée et intense la concurrence économique, plus forte est la tendance des capitalistes à y joindre la pression militaire. (Lénine, La faillite de la 2<sup>e</sup> Internationale, juin 1915)*

Un autre exemple significatif de la montée en puissance de l'impérialisme chinois est le refus récent par la Chine d'autoriser l'importation des puces informatiques américaines Nvidia, alors qu'elle le réclamait encore il y a peu. Pour éviter de livrer à la Chine les modèles les plus avancés de ces puces informatiques, l'impérialisme américain avait en effet imposé à Nvidia de produire des modèles moins performants destinés au marché chinois. La Chine estime désormais être capable de produire elle-même des puces équivalentes.

Mais cette puissance affichée est minée de l'intérieur par la crise de l'impérialisme chinois. Les bénéficiaires d'allocation chômage ont augmenté de 27 % au 1<sup>er</sup> semestre 2025, la consommation intérieure baisse, malgré les mesures de relance, les investissements des entreprises ont diminué de 1,5 % au 1<sup>er</sup> semestre, de 12 % dans l'immobilier qui reste un secteur sinistré, et évidemment les restrictions aux exportations et les droits de douanes affectent l'économie chinoise. La crise de surproduction est particulièrement évidente dans le secteur automobile, un fleuron du capitalisme chinois, avec une guerre des prix meurtrière entre les trop nombreux constructeurs, qui participe à la déflation en cours en Chine.

## Ukraine

La tentative de Trump de détacher Poutine de la Chine n'a pas marché. Trump a soutenu autant qu'il le pouvait l'impérialisme russe, mais il a échoué dans

Für Räte-macht und Revolution!

# KLASSENKAMPF

Nummer 54 / September 2025 / 2. Jahrgang der Gruppe Klassenkampf / mit Sakken des Kollektivs permanente Revolution

**Der Imperialismus den Planeten an den Rand des Abgrunds**

**Sozialismus Barbarei - e in unserer H**

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARY, CIRCULAIRE A LA LC, 1850

2024

Gaza / 8 mars / 1<sup>er</sup> mai / Europe / Argentine / Bangladesh / Etats-Unis / Syrie / Israël

Lettre ouverte aux organisations révolutionnaires du monde

PTS, PO Argentine / LO, NPA-R, NPA-AC France

1938 la QI contre la colonisation sioniste / Le Front populaire français de 1935 à 1938

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 €

**Quaternität: Adieu, Illusion vom "Menschenrecht"**

Wenn die herrschende Klasse was nicht passt, muss schnell eine Veränderung zum Schutz von Rechte und Ordnung her. Dieses Maßhalten auch die Ministerinnen brav mitgemacht.

Heute auf Seite 2

**Erklärung der REC: Faschistische Programme im Spanischen Staat**

Im Spanischen Staat haben Faschist\*innen eine Heftigkeit auf eine Veränderung zum Schutz von Recht und Ordnung her. Dieses Maßhalten für alle Arbeiter\*innen im Spanischen Staat selbst.

Heute auf Seite 9

**Handeln: Hinter d der Welt**

Inde der A Befreiung vollen im getreten, selbstere geschichte

sa tentative d'obtenir un accord de paix sur le dos des Ukrainiens. Cet accord signifiait la capitulation sans conditions de l'Ukraine agressée.

Ce sont désormais les impérialismes européens qui achètent des armes aux États-Unis pour les livrer ensuite à l'Ukraine. Cyniquement, Trump a posté un message le 23 septembre déclarant qu'« *avec du temps, de la patience et le soutien financier de l'Europe et en particulier de l'OTAN, les Ukrainiens étaient en mesure de retrouver leur pays dans sa forme originelle* », qualifiant la Russie de « *tigre de papier* » (*Mediapart*, 24 septembre).

Il est vrai que l'économie russe commence à montrer des signes de faiblesse. Les revenus tirés du pétrole et du gaz qui financent l'économie d'armement ont chuté de 23 % sur les neuf premiers mois de l'année 2025. La Banque centrale russe a imprimé des roubles pour financer les dépenses d'armement, provoquant une forte inflation. Pour tenter de juguler cette inflation, les taux directeurs de la Banque centrale ont été remontés à 18 %. La répression des opposants à la guerre en Russie est quotidienne.

À cette étape, il faut récuser toute fausse symétrie entre la Russie et l'Ukraine, soutenir inconditionnellement le droit de l'Ukraine à se défendre tout en dénonçant le gouvernement bourgeois de Zelensky qui mène la guerre comme tout gouvernement bourgeois, en défense de ses capitalistes et contre son prolétariat, soutenir les courageux emprisonnés politiques opposants à la guerre de leur propre impérialisme en Russie, dénoncer les manoeuvres de l'OTAN et de l'UE.

## États-Unis

Trump poursuit son offensive sur le plan intérieur pour assoir un pouvoir qui prend des traits de plus en plus fascistes, contre les libertés démocratiques, contre les universités, contre la science, contre la presse... et surtout contre les étrangers. Les descentes de la Garde nationale à Los Angeles puis à Washington commencent à dessiner un État policier. Les opérations de l'ICE (Services de l'immigration et des douanes) contre les migrants, avec ou sans papiers ont des allures de rafles. L'utilisation du meurtre de Kirk pour rassembler une populace dans la chasse aux « communistes » s'apparente à des menées fascistes. Le mouvement Antifa vient d'être classé comme organisation terroriste le 22 septembre. En cherchant à museler toute opposition, la fraction de la bourgeoisie américaine au pouvoir cherche à domestiquer la classe ouvrière pour l'entraîner dans la préparation de la guerre contre la Chine.

Le soutien au génocide de Gaza, le bombardement de l'Iran, les menaces militaires contre le Venezuela, les droits de douanes tous azimuts, le rejet de toutes normes pour limiter les émissions de gaz à effet de

serre sont le volet extérieur de cette offensive contre les libertés démocratiques en interne.

Le renchérissement des droits de douanes sur les importations commence à faire remonter l'inflation. La politique protectionniste de Trump ne redonnera pas une jeunesse à l'impérialisme américain, au contraire, même s'il est parvenu à imposer des droits de douane plus ou moins importants à la plupart des impérialismes moins puissants, dont les impérialismes européens, et aux autres pays. Ces droits de douane ne redonneront pas plus de force à l'impérialisme américain, au contraire ils précipitent la survenue d'une crise économique mondiale et rapprochent des affrontements militaires inter-impérialistes, notamment entre les États-Unis et la Chine.

Les questions de la défense des travailleurs (et étudiants) étrangers, de la rupture des syndicats avec les deux partis bourgeois et de la construction d'un parti ouvrier de masse sont posées.

## Génocide à Gaza

La situation mondiale est également marquée par la poursuite du génocide des Palestiniens à Gaza avec le soutien complet de l'impérialisme américain, alors que la majorité des autres impérialismes prennent une distance prudente avec Israël devant l'ampleur des massacres. L'Allemagne a suspendu le 8 août dernier ses exportations vers Israël d'armes pouvant servir à Gaza. L'Espagne a fait de même le 8 septembre. Nombre d'impérialismes craignent que la poursuite de l'agression sioniste, non seulement en Palestine, mais aussi à l'encontre du Liban, de la Syrie, de l'Iran, du Yémen, du Qatar, ne finisse par déstabiliser les régimes du Proche-Orient, en jetant leur population dans la rue malgré les interdictions de manifester. La reconnaissance d'un État palestinien relancée par la France est une tentative minable de diversion, tentant de ressusciter le mythe de la coexistence de deux États, pendant que les bombes pleuvent sur Gaza.

En France, en Grande-Bretagne, aux États-Unis... la répression continue de s'abattre sur les militants qui défendent les droits des Palestiniens. Le massacre des Palestiniens est une défaite pour la classe ouvrière mondiale, dont la responsabilité première incombe aux partis réformistes, aux bureaucraties syndicales qui ont refusé depuis deux ans d'organiser le boycott ouvrier des livraisons d'armes à Israël, qui ont mis le plus souvent sur le même plan l'État colon sioniste et le peuple palestinien victime et qui continuent de le faire en soutenant la « solution » à deux États.

## Montée de la réaction

Le manifeste de la Conférence du CoReP de Valence du 20 octobre 2024 affirmait :

*Nationalisme et protectionnisme, xénophobie, et racisme, cléricisme et fondamentalisme religieux, masculinisme et hostilité aux droits des femmes, haine des minorités (religieuses, ethniques, sexuelles), complotisme et obscurantisme antivaccin... sont les étendards de la réaction. Les partis bourgeois traditionnels deviennent de plus en plus réactionnaires, ils sont eux-mêmes concurrencés par l'émergence de partis fascistes, voire fascistes, ou bien nourrissent des courants fascistes en leur sein comme le Parti républicain américain.*

*Cette montée de la réaction sur tous les continents peut prendre et même combiner des formes différentes, mais c'est toujours le prolétariat qui est visé, et d'abord la fraction du prolétariat la plus opprimée parce qu'étrangère, dépourvue de droits, qui est désignée comme bouc émissaire et qui en fait les frais. À la xénophobie, au racisme, au nationalisme et au protectionnisme, opposons la liberté totale de circulation et d'installation pour tous les migrants, la suppression des frontières, l'internationalisme prolétarien et la construction du socialisme mondial ! C'est le combat des communistes internationalistes !*

Force est de constater que cette tendance se renforce encore un peu plus, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe, comme l'expression du pourrissement de l'impérialisme et faute d'une perspective ouvrière communiste. Être dans la rue n'est pas synonyme de progressisme, comme l'ont prouvé les mouvements fascistes des années 1920 et 1930, l'assaut fasciste à Washington en 2021, les protestations antivaccins en 2022, l'assaut fasciste à Brasilia en 2023, la manifestation contre les étrangers de plus de 100 000 personnes à Londres le 13 septembre à l'appel de fascistes.

Pas plus que le suffrage universel ne garantit la démocratie, en témoignent la victoire en juin du candidat du PiS à la présidentielle en Pologne en juin, le pogrom raciste en juillet contre les ouvriers agricoles marocains à Torre Pacheco, les résultats électoraux de l'AfD en Allemagne qui triple ses voix (15 %) dans la Ruhr, la progression des DS fascistes en Suède qui participent au gouvernement avec un parti bourgeois « démocratique », l'assise dont bénéficie Meloni en Ita-

lie, l'aggravation de la répression en Turquie avec la tentative de prise de contrôle par la force de l'autre grand parti bourgeois, le HDP, concurrent du parti d'Erdogan, l'AKP...

La montée du militarisme va de pair avec la restriction du droit à la contraception et à l'avortement. Chaque État impérialiste veut disposer de chair à canon.

### Exproprier le capital avant qu'il soit trop tard

La montée de la réaction implique que la défense des libertés démocratiques et des droits des femmes, la protection des migrants, des minorités, mais aussi la démocratie syndicale, la préparation de la grève générale, l'intervention chez les conscrits, l'organisation de milices ouvrières ou d'opprimés sont nécessaires pour la révolution, pour le communisme.

La France connaît une crise politique faute de majorité parlementaire. La Serbie, le Népal, la Côte d'Ivoire, la Turquie... sont secoués par des mouvements de masse.

Si la mobilisation de toute catégorie d'exploités et d'opprimés est indispensable, appeler à multiplier les luttes ne suffit jamais pour avancer vers le socialisme.

S'il est légitime pour un parti ouvrier de présenter des candidats et d'agir dans les organismes délibératifs, il faut rappeler que le parlement, y compris sous la forme d'une assemblée constituante, ne peut renverser le capitalisme. Il faut rappeler que la formation d'un gouvernement bourgeois ou la participation à un gouvernement bourgeois, dans le cadre du capitalisme national, sont des trahisons.

Il existe une classe sociale mondiale qui a le pouvoir de prendre la tête de tous les exploités, de tous les opprimés, qui a la capacité d'exproprier le grand capital et la grande propriété foncière, de renverser les États bourgeois et leurs frontières. Pour une solution progressiste, la perspective du gouvernement ouvrier (ou du gouvernement ouvrier et paysan), ainsi que celle de la fédération socialiste de la région, du continent, sont décisives. Il faut une internationale ouvrière révolutionnaire pour faire triompher ce combat.

23 septembre 2025

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :  
**ARTP / AGECA service BP**  
**177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE**  
 NOM ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville.....  
 Courriel.....@.....

## 3<sup>e</sup> rencontre internationaliste du NPA-R et de LC : un pétard mouillé

Il s'agissait de la troisième édition d'une initiative tenue pour la 1<sup>re</sup> fois en juillet 2023 à Milan, à laquelle le Collectif révolution permanente (CoReP) avait déjà envoyé une délégation. Cette fois-ci, la rencontre se tenait en mai 2025 à Paris.

### La nature de la rencontre

L'organisation initiatrice est Lotta Comunista d'Italie, qui appartient à la direction du syndicat majoritaire CGIL. Elle refuse de défendre la cause palestinienne, considérant que le conflit avec Israël est un « conflit entre bourgeoisies ». À cette occasion, le NPA-R recevait les délégations (2 par organisation) dans son local national.

L'objectif déclaré du « comité promoteur » de la « rencontre internationaliste » était de réitérer le format de réunion physique d'une trentaine d'organisations afin « *d'approfondir le débat sans dissimuler les désaccords ou les différentes appréciations de la réalité, et en mettant à la disposition de tous les camarades un large éventail de positions* ».

Un mélange hétéroclite où l'on pouvait trouver aussi bien des organisations ouvertement réformistes que d'autres qui ne défendent pas le droit à l'autodétermination de l'Ukraine, ni de quiconque ; d'autres encore qui croient que la Chine est toujours un État ouvrier.

Beaucoup des organisations présentes ne considèrent pas la construction de l'internationale comme une nécessité immédiate. D'autres l'affirment, mais il est évident qu'elles n'y croient pas, vu leur refus de transformer le format de la réunion, passant d'un débat stérile à une discussion prolétarienne pour se regrouper et construire.

### La participation de la délégation du CoReP

L'axe central de la contribution du CoReP en 2025 comme en 2023 était d'expliquer que ce dont la classe ouvrière mondiale a besoin, ce n'est pas de réunir des organisations qui se disent révolutionnaires pour débattre pour le plaisir de débattre, mais de regrouper les forces autour d'un programme révolutionnaire, afin de construire une internationale révolutionnaire.

À cette fin, un résumé de la *Lettre aux révolutionnaires du monde entier* et une contribution qui se concentraient sur le combat contre les bureaucraties syndicales, l'arme de la grève générale et la nécessité de l'auto-organisation de la classe (comités, conseils, soviets, autodéfense...) ont été soumis.

Les deux exposés proposaient une discussion sur des éléments programmatiques dans le but explicite de construire l'Internationale, en utilisant la méthode

consistant à différencier les organisations révolutionnaires des centristes, des sectaires, des réformistes...

De plus, conformément à cette position, le CoReP a présenté sur place, en demandant leur vote immédiat, trois propositions de résolution : le développement d'une campagne commune au niveau international contre le militarisme et le réarmement mondial, la défense de la Palestine et la destruction d'Israël, la nécessité de tendances classistes dans les syndicats de masse, de la grève générale et des conseils ouvriers.

Ces propositions de résolution ont été distribuées en trois langues par nos délégués. Le bureau LC-NPA a publiquement refusé de les soumettre au vote, arguant que ce n'était pas la « *nature de cette réunion* », conçue exclusivement « *pour le débat* ». Les organisateurs ont déclaré à plusieurs reprises que la réunion avait pour seul objectif la discussion et qu'aucun vote ne serait accepté sur aucune motion proposée.

Toutes les organisations présentes, y compris la L5I, la LIS, la RCIT, ont accepté sans discussion le cadre bureaucratique et opportuniste de la rencontre. Aucune n'a soumis de projet de résolution. Aucune n'a protesté contre le refus des organisateurs de soumettre les nôtres au vote.

### Notre évaluation

Comme nous l'avons déjà expliqué dans notre bilan de la rencontre de 2023, ces réunions sont conçues comme une sorte de « salon » ou de « bazar » d'organisations ravies de se consacrer aux « relations publiques » entre dirigeants. Non seulement elles n'ont servi à rien, mais elles n'ont pas non plus permis de discuter sérieusement de quoi que ce soit. Elles sont une fête petite-bourgeoise, complaisante et frivole, alors que la gravité de la situation politique mondiale exige le regroupement urgent des révolutionnaires, la construction d'organisations nationales et internationales qui devront mener la destruction de la barbarie capitaliste et la construction d'un nouveau monde libre de l'exploitation, de l'oppression et des guerres.

Le CoReP a profité de cette tribune et de cette occasion pour exposer son analyse de la situation et son programme, pour expliquer que la stérilité de la réunion est la conséquence directe du refus de lutter véritablement pour construire une internationale révolutionnaire.

Si une organisation ou un militant doté d'un esprit critique se trouvait dans la salle, il nous a entendus. Nous avons semé notre graine.

19 mai 2025

## Le mouvement de la jeunesse en Serbie

La Serbie est aujourd'hui secouée par une crise politique profonde créée par le régime autoritaire de Vucic. Le 1<sup>er</sup> novembre 2024, la chute d'un auvent de la gare de Novi Sad tue 14 passagers. Le 3 novembre, une manifestation a lieu pour défendre les équipements publics et dénoncer la corruption. Depuis, les protestations ne cessent pas et se généralisent à tout le pays.

Vucic et le Parti progressiste serbe (SNS) qui sont au pouvoir depuis 2012 ont entraîné le pays dans un régime de plus en plus autoritaire et sévère : la manipulation systématique des élections, la monopolisation des médias, la politisation du système judiciaire, la transformation de la corruption en un mécanisme du régime sont les causes de cette crise.

Aujourd'hui, bien que le taux de chômage officiel de la Serbie soit autour de 9 à 10 %, le taux de chômage des jeunes dépasse 25 %. Le salaire moyen est inférieur au tiers du salaire moyen de l'UE, des dizaines de milliers de jeunes quittent chaque année le pays. Le fait que la population qui était d'environ 8 millions de personnes dans les années 1990 soit tombée à 6,6 millions aujourd'hui est l'une des indications les plus frappantes du passage au capitalisme : la Serbie s'est pratiquement transformée en une semi-colonie qui « exporte de la main d'oeuvre » vers l'UE et les entreprises occidentales.

Le régime de Vucic a mené une politique hypocrite qui a d'un côté assuré l'entrée des capitaux en apparaissant compatible avec l'UE, et de l'autre a fait chanter les États-Unis et l'Union européenne en utilisant ses liens avec la Russie impérialiste et a transformé la région en une table de négociations pour son pouvoir. Les centaines de milliers de manifestants qui remplissent actuellement les rues de Belgrade hurlent leur colère non seulement contre les résultats falsifiés des élections, mais également contre la destruction capitaliste des 30 dernières années et au manque d'avenir imposé par la Russie, l'UE et l'OTAN.

L'aspect le plus original du mouvement actuel est que la direction est en grande partie entre les mains des étudiants. Les occupations d'universités, les forums de facultés et les assemblées étudiantes ont constitué le moteur de la résistance contre le régime. Cela n'est pas seulement une révolte contre le régime actuel, mais aussi l'explosion par les jeunes générations du mécontentement qui s'est accumulé dans les Balkans depuis l'éclatement de la Yougoslavie.

### La composition sociale du mouvement

Les étudiants forment la force motrice des manifestations. Les boycotts de facultés, les occupations d'universités et les assemblées sont organisés à Belgrade et dans les villes comme Novi Sad ou Niš. Les étudiants,

en appliquant les pratiques de la démocratie directe— assemblées générales, processus de décision collective — créent le centre vivant de la lutte contre le régime.

Le mouvement dans lequel les étudiants sont au premier plan a pu attirer de façon limitée la participation organisée de la classe ouvrière. Il est possible d'observer la participation dans certains secteurs donnés :

- Les travailleurs de l'éducation publique : les syndicats d'enseignants et les travailleurs des universités ont fait des déclarations de solidarité avec les actions étudiantes, ont participé de manière massive aux marches à certains endroits.
- Les travailleurs de la santé publique : un mécontentement sérieux existe parmi les médecins et les infirmiers, surtout en raison des conditions d'après la pandémie et des rémunérations faibles. Certains travailleurs des hôpitaux de Belgrade ont participé aux manifestations.
- Les travailleurs des autres services publics : la majorité des syndicats bureaucratisés sont proches du régime, mais à la base, en particulier en raison des faibles salaires et de la précarité, le mécontentement augmente.
- Les ouvriers de l'industrie : dans les secteurs de l'automobile (l'usine Fiat de Kragujevac) et minier, des réactions montent de la base, mais pour l'instant, il n'y a pas de participation massive.

Les manifestations ont débordé au-delà des grandes villes. La colère monte également parmi les paysans travailleurs en raison du cercle vicieux de l'endettement et de la pression des importations. Les petits commerçants et les secteurs de production indépendante peuvent devenir des alliés du mouvement en raison de la paupérisation et du manque d'avenir.

Mais les bureaucraties syndicales officielles s'opposent à la grève générale. Par contre, parmi les jeunes ouvriers et les enseignants, l'idée de « l'irruption de la classe ouvrière qui renversera le régime » est exprimée de plus en plus. Cette situation montre que dans l'étape suivante du mouvement, la grève générale avec occupation des locaux de travail, l'auto organisation et l'autodéfense peuvent être à l'ordre du jour.

### La réponse du régime : la violence d'État et la répression

Le régime de Vucic refuse de convoquer des élections. Il a préféré la voie de la calomnie (les troubles sont attribués à l'étranger) et de la répression. La police est intervenue de manière dure dans les manifestations, elle a utilisé des bâtons, des bombes lacrymogènes et

des véhicules d'intervention dans les grandes villes, à commencer par Belgrade. Les organisations des droits de l'homme ont fait état de centaines d'arrestations et de dizaines de blessés seulement dans les premières semaines. Certaines sources soulignent que les forces de l'ordre utilisent une force disproportionnée contre les jeunes manifestants et que cette situation renforce la colère dans les masses.

Le régime a aussi payé des voyous et des criminels dirigés par Andrej Vucic et Djordje Prelic afin de provoquer les manifestants et effrayer l'opinion. Les visuels diffusés sur les réseaux sociaux montrent que ces bandes du lumpen agissent clairement de façon coordonnée avec la police.

Face à la violence policière et mafieuse, il est possible d'observer une démoralisation et des fissures, faute d'un parti de type bolchevik.

Les organisations des droits de l'homme et les médias indépendants ont condamné la répression. Le silence des puissances impérialistes, y compris celles qui se réclament de la démocratie, est accablant. Mais cela ne les empêche pas de travailler, en coulisses, pour essayer de résoudre la crise politique en faveur de leurs intérêts dans la région.

### **Grève générale, milice étudiante et ouvrière !**

Vucic et le SNS ne peuvent être supplantés par un gouvernement ouvrier et paysan par de simples manifestations étudiantes. Pour commencer il faut que toutes les organisations du mouvement ouvrier (politiques et syndicales) réalisent un front unique ouvrier pour protéger les manifestations et s'opposer au régime bourgeois et corrompu.

Bien que la classe ouvrière ne soit pas encore apparue sur scène de manière massive, la colère et le mécontentement grandissent à la base. Les faibles rémunérations et la précarité professionnelle dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et dans le secteur public créent un mécontentement sérieux contre le régime parmi les jeunes ouvriers et les autres travailleurs.

Cependant, les directions syndicales sont si liées au capitalisme serbe et à l'État bourgeois qu'elles refusent d'appeler à la grève générale qui permettrait à la classe ouvrière de prendre la tête du mouvement et aussi de protéger les étudiants contre la police et les nervis.

L'intensité de la violence policière met à l'ordre du jour le droit à l'autodéfense des masses. Mais le point critique est la nécessité de l'organisation de l'autodéfense sous des formes massives et démocratiques par le biais de comités élus et centralisés.

### **Gouvernement ouvrier et paysan !**

Ces comités doivent fonctionner de manière planifiée, coordonnée et sur une base démocratique ; ainsi à la

fois la sécurité sera assurée et la légitimité du mouvement sera protégée. Leur représentation centrale peut servir d'alternative au gouvernement de la bourgeoisie.

Les assemblées étudiantes constituent actuellement la colonne vertébrale du mouvement ; mais tant que cette énergie ne rencontrera pas la classe ouvrière, elle sera insuffisante à renverser le régime. Les comités de quartiers et les conseils ouvriers peuvent étendre le mouvement en appliquant la démocratie à la base. Ces formes d'organisation garantiront à la fois la pérennité des actions et formeront en même temps le terrain pour formuler les revendications sociales et politiques de façon ouverte et collective.

Démocratie ouvrière ! La transparence doit être totale dans les assemblées générales des lieux de vie, de formation et de travail, leurs discussions, les votes, l'élection de délégués, la centralisation des comités. Par ailleurs, ils prépareront le terrain à la formation d'un organe de pouvoir national qui pourra se poser en alternative à l'ordre établi et exproprier le grand capital.

### **Fédération socialiste des Balkans !**

Face à l'effondrement de l'Empire ottoman, les partis de l'Internationale ouvrière ont commencé à parler de la fédération des Balkans en 1910. Les partis socialistes opposés à la 1<sup>re</sup> guerre mondiale ont avancé le mot d'ordre de fédération socialiste des Balkans en 1915. L'Internationale communiste l'a repris à son compte, jusqu'à ce que Staline en fasse un instrument de la diplomatie de la bureaucratie de l'URSS et assassine de nombreux cadres des partis yougoslave et bulgare.

Les protestations en Serbie ne sont pas seulement une crise interne au pays mais font partie d'une vague de mécontentement dans l'ensemble des Balkans. Il est possible d'observer des protestations au Kosovo, en Bosnie-Herzégovine et en Grèce face aux régressions sociales et aux tendances autoritaires parmi la jeunesse et la classe ouvrière. Cela met en évidence un besoin de solidarité et de coordination régionale.

Le mouvement étudiant et populaire met en évidence la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire en Serbie ainsi que d'une internationale communiste dans les Balkans et le monde entier. L'organisation des masses en lutte, la stratégie de la révolution permanente et la solidarité internationale sont les outils fondamentaux qui renforceront la lutte contre les régimes autoritaires et capitalistes, pas seulement en Serbie mais dans les Balkans, en Europe, au Proche-Orient.

20 août 2025

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

# L'adieu aux armes du PKK : ce qui est brulé ne sont pas les armes mais l'espoir, la résistance et la libération des Kurdes

*La bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes. (Lénine, La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, février 1916, thèse 4)*

## Une « Turquie sans terreur » ou une capitulation du PKK ?

La nouvelle période que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, parti nationaliste bourgeois dont la branche syrienne se nomme PYD, la branche iranienne PJAK et la branche irakienne PÇDK) a déclaré le 11 juillet, suite à « la cérémonie d'incinération des armes » à Souleimaniye, dans le Kurdistan irakien, ne signifie pas seulement que les armes vont se taire, mais revient aussi à une liquidation consciente d'une lutte historique.

Cette cérémonie ne signifie ni la paix, ni la solution à la question kurde. Au contraire, elle signifie le désarmement de la recherche de liberté du peuple kurde, la tentative de le rendre apolitique et de le placer sous le contrôle des États bourgeois turc et syrien.

Ce processus qui a été dirigé avec la coopération d'Erdoğan (président de la république, AKP), du Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste), du Parti d'action nationaliste (MHP, fascisant) et du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM, paravent légal du PKK interdit comme le HDP qui l'a précédé) est un projet d'État. Son nom est « *la Turquie sans terreur* » mais quant à son contenu, il s'agit de la soumission militaire totale du peuple kurde, de sa neutralisation politique et de son intégration à l'État turc (et à l'État syrien).

## La liquidation du PKK est le fruit de la « raison d'État »

La cérémonie d'incinération des armes, même si elle apparaît au premier abord comme symbolique, est au fond une ingénierie de contre-guérilla, c'est-à-dire une opération d'État d'ampleur.

*Nous -AKP, MHP et DEM- avons pris la décision d'avancer ensemble tous les trois sur ce chemin. Nous marcherons en faisant des pas les uns vers les autres. Si Dieu le veut, nous construirons ensemble,*

*main dans la main, le siècle de la Turquie. (Erdoğan, Discours aux cadres de l'AKP, 12 juillet)*

La réalité est que l'incinération des armes n'est pas effectuée dans l'intérêt du peuple kurde mais afin d'ouvrir la voie aux plans régionaux de la bourgeoisie turque.

Ankara présente ce processus comme « la Turquie sans terreur ». Cependant, ce que l'État entend par « l'absence de terreur » est l'absence de lutte du peuple kurde, c'est-à-dire sa soumission. La lutte armée a été étouffée, les revendications nationales démocratiques ont été éteintes et le peuple est empêché d'être le sujet de la politique. Bref, une paix sans peuple et une nation sans armes.

Le processus de désarmement ne se limite pas à la politique intérieure. Sur la voie qui mène à la troisième guerre mondiale, l'État turc veut se ménager un espace régional. Dans ce cadre :

- l'espace de manoeuvre militaire et politique de la Turquie au nord de la Syrie serait étendu,
- la présence militaire du PKK serait rendue inopérante,
- l'intégration du Rojava de Syrie (« Union des communautés du Kurdistan ») à la Turquie serait facilitée.

Öcalan (chef suprême du PKK, détenu par l'État turc) a décidé ce changement stratégique.

*Si la Turquie s'entoure des Kurdes du nord, elle peut revendiquer Mossoul et Kirkouk. (Öcalan, Plaidoirie lors de son procès, juin 1999)*

Par conséquent, il ne s'agit pas là « d'une transformation interne au PKK » mais de la déclaration par l'État bourgeois turc de son extension au détriment des peuples kurdes. Le fait que le KCK, le HDP, le DEM et, en général, les appareils bourgeois kurdes ne s'opposent pas réellement à ce processus montre à quel point la collaboration est profonde.

## Le PKK devient un sous-traitant de l'expansionnisme de la bourgeoisie turque

Le projet « Turquie sans terreur » fait partie du projet de bloc réactionnaire qu'Erdoğan tente de construire dans un cadre historique et idéologique bien plus large.

*Nous avons décidé de renouer l'alliance entre Turcs, Arabes et Kurdes, l'essence des guerres de Malazgirt, de Jérusalem, de la libération nationale prend à nouveau forme... Damas est notre ville commune, Diyarbakır, Mossoul, Kirkouk, Alep sont nos*

*villes communes...* (Erdoğan, *Discours aux cadres de l'AKP*, 12 juillet)

Erdoğan ne se limite pas à seulement la Turquie actuelle, il revendique des droits « historiques » sur les territoires de Syrie et d'Irak, sur la base du panislamisme, de l'appartenance à la religion musulmane. Et pour pouvoir mettre au point cette alliance, il fallait liquider et désarmer le PKK qui était la principale force d'autodéfense du peuple kurde en Turquie et en Syrie.

Les acteurs politiques kurdes ne se sont pas opposés à ce projet d'Erdoğan, voire s'y sont intégrés ouvertement. Aujourd'hui, le DEM n'est plus simplement parlementaire bourgeois, il s'intègre directement à la politique étrangère de l'État bourgeois.

Le but de la Turquie à travers cette alliance est net :

- créer un profil kurde compatible avec le gouvernement de l'Organisation de libération du Levant (HTC, ex-Al-Qaïda) et d'autres bandes islamistes de Syrie,
- rattacher le PÇDK du Kurdistan irakien à l'appareil sécuritaire turc,

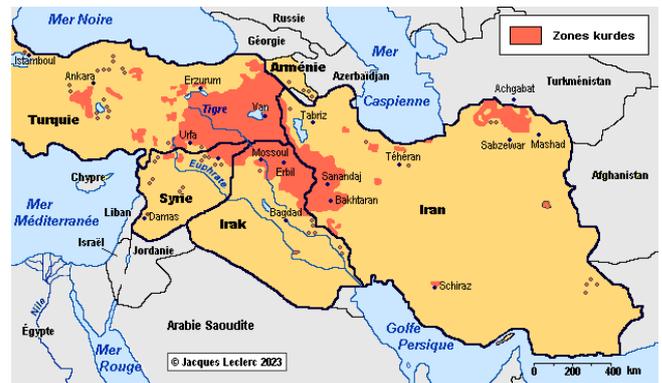
et ainsi donner de la légitimité aux prétentions impérialistes de la Turquie sur des villes comme Mossoul et Kirkouk. Le peuple kurde reculerait sur ses droits historiques à l'autodétermination tandis que le terrain est préparé à l'expansionnisme régional de l'État capitaliste turc.

Avec l'accord Erdoğan-Bahçeli-Öcalan, le peuple kurde risque de se retrouver, en Turquie, en Syrie et en Irak, soumis à « une nation, un drapeau, une oumma ». C'est la conséquence de la transformation du PKK-PYD-PÇDK-PJAK de mouvement petit-bourgeois guérillériste en sous-traitant bourgeois d'un projet contrerévolutionnaire.

### La liquidation du PKK : l'aboutissement d'une faillite politique

La décision du PKK « d'enterrer les armes » et son processus de liquidation n'est pas qu'une retraite militaire. Cela est également l'officialisation d'un effondrement idéologique et politique

C'est l'aboutissement d'un projet nationaliste kurde interclassiste né de 1975, exaspérant d'emblée le culte infantilisant, patriarcal et stalinien du chef (tout en mettant en avant les femmes dans les photos, dans sa communication). Le PKK-PYD s'est compromis jusqu'au cou en 2012 dans la collaboration au Rojava de Syrie avec Assad et avec les capitalistes arabes ou kurdes (comme Akram Kamal Hasu) ou des chefs tribaux ainsi qu'à partir de 2014 avec la puissance impérialiste dominante jusqu'à quémander une « paix digne » à l'État oppresseur turc. Cela n'empêchait pas la plupart des anarchistes et des centristes de vanter l'administration du Rojava (Union des communautés du Kurdistan de Syrie). Le 12<sup>e</sup> congrès a officialisé le rejet du « marxisme-léninisme », de « l'internationalisme prolétarien », il



condamne les peuples kurdes et les autres à une sorte de « démocratie locale » au sein de l'État bourgeois. Ce choix du PKK consiste non pas à donner une direction à la lutte historique du peuple kurde mais à lui imposer un frein, à le maintenir dans le cadre de l'ordre établi et à le canaliser vers une « solution » se situant dans le cadre des équations impérialistes-colonialistes.

L'État bourgeois turc n'a ni reconnu les revendications fondamentales du peuple kurde, ni fait un pas quelconque au sujet d'une solution politique. Au contraire, la région kurde de l'État turc est toujours dirigée par des administrateurs nommés pour remplacer les maires élus, les maires kurdes sont placés en garde à vue, la langue et l'identité kurdes sont systématiquement étouffées dans l'espace public. Le pacifisme dégénéré est l'expression de la soumission du PKK aux revendications de la bourgeoisie turque, de l'intégration à l'OTAN et de l'intention de réduire la question kurde à un sous-paragraphe de l'expansion de la bourgeoisie turque et de l'ordre impérialiste au Levant.

### Que promet « l'enterrement des armes » et à qui ?

Le désarmement du PKK représente la mutation de l'indépendantisme de la petite-bourgeoisie kurde à l'autonomisme de la bourgeoisie kurde. Elle vise à soumettre le peuple kurde à l'État bourgeois turc oppresseur. « *Enterrement des armes* » n'est pas une déclaration de paix, mais la recherche de conciliation de la part de la bourgeoisie kurde avec le système étatique capitaliste national et régional (incluant Israël). Cette cérémonie vise non seulement à enterrer les armes, mais également les possibilités de toute rupture révolutionnaire qui mette en cause les propriétaires fonciers et les capitalistes kurdes, leurs maîtres d'Ankara ou de Washington.

Le PKK essaye désormais de se positionner non plus en tant qu'appareil d'autodéfense du peuple kurde mais comme « partenaire de stabilité » des régimes de la région. Le message adressé aux centres impérialistes et aux puissances de la région est on ne peut plus clair : « Désormais, vous pouvez compter sur nous. Nous avons clos le chapitre de la lutte armée ».

C'est une lettre de capitulation présentée à la table de négociations de la paix capitaliste et impérialiste.

Le plan « Turquie sans terreur » est la dernière pièce qui vient s'ajouter au processus de transformation politique qui a commencé à la suite de la capture d'Öcalan en 1999. Ce jour-là, il avait parlé de « retraite stratégique » ; aujourd'hui, le baratin sur « la période de la lutte armée s'est achevée » camoufle une liquidation stratégique. Le PKK vise une « autonomie kurde » de type espagnol ou irakien. Ce n'est pas une ligne révolutionnaire nationale mais une soumission analogue à celle, bien antérieure, des cliques kurdes du PDK et de l'UKP d'Irak et des partis nationalistes bourgeois irlandais, écossais ou catalans.

Cependant, l'histoire a démontré maintes fois que la libération des peuples opprimés ne peut être obtenue ni par la paix capitaliste, ni au sein d'États bourgeois. La voie du PKK sert non pas l'émancipation des ouvriers, des paysans pauvres kurdes et des femmes travailleuses, mais la reproduction du système capitaliste en Turquie, en Asie de l'ouest. Alors qu'elle promet « la paix » à sa base, la direction du PKK sait pertinemment que celle-ci n'apportera l'égalité ni en termes nationaux, ni en termes de classe. Le capitalisme de Turquie impose au peuple kurde non la paix mais la reddition.

### **La construction de la voie indépendante de la classe ouvrière : l'alternative communiste internationaliste**

Si l'on tient compte de refonte du Proche-Orient visée par les États-Unis et Israël, l'intégration de ce type de mouvements nationaux à l'ordre établi est d'une importance vitale. Avec sa « lutte démocratique et légitime », le PKK a juré de rester dans le cadre des limites du système capitaliste.

Sur ce point, la tâche historique est de construire une ligne ouvrière indépendante sur les ruines du mouvement national petit-bourgeois et bourgeois. La lutte du peuple kurde pour la liberté ne peut remporter la victoire que si, et seulement si, elle s'unit avec le mouvement révolutionnaire international de la classe ouvrière qui opère une rupture avec le capitalisme non seulement au sein des frontières de la Turquie et du Kurdistan, mais dans l'ensemble du Proche-Orient et dans les centres impérialistes. Plus que jamais, les peuples opprimés et les travailleurs ont besoin d'un nouveau programme international, d'une stratégie de révolution socialiste visant le pouvoir ouvrier. Cela n'arrivera pas spontanément ; il doit être organisé par une avant-garde révolutionnaire.

Pour cette raison, notre tâche est claire :

- reprendre le drapeau de l'internationalisme prolétarien qui apportera une solution révolutionnaire à la question nationale, reconstruire une internationale communiste,

- prôner l'unité de tous les peuples opprimés avec la classe ouvrière,
- défendre, face aux guerres impérialistes, aux conflits ethniques et à la diplomatie bourgeoise, l'unité révolutionnaire des travailleurs,
- démanteler la police et l'armée bourgeoises de la Turquie, les bandes islamistes paraétatiques en Syrie,
- remplir le vide laissé par le PKK non pas avec un nouveau réformisme ou un nouveau nationalisme petit-bourgeois, mais avec un parti ouvrier révolutionnaire, avec les conseils ouvriers révolutionnaires, les assemblées de quartier et les milices ouvrières, ouvrant la perspective du gouvernement des travailleuses et des travailleurs, de la fédération socialiste du Levant.

Actuellement, la guerre et l'oppression, l'exploitation et la misère ravagent le Proche-Orient, en particulier Gaza. L'unique force qui peut faire disparaître cet enfer est la classe ouvrière qui portera son arme non au service d'une fraction nationale ou politique de la bourgeoisie mais pour sa propre prise de pouvoir. Son parti, face aux partis qui promettent la paix, la liberté et l'égalité aux peuples mais qui, en réalité, s'intègrent à l'ordre impérialiste, doit être le parti ouvrier communiste internationaliste du type du Parti bolchevik.

### **Soit révolution permanente, soit capitulation permanente**

La liquidation du PKK avec l'approbation tacite des États-Unis et d'Israël fait partie d'un plan élaboré pour isoler le peuple kurde et la classe ouvrière de la région, pour étouffer les potentiels révolutionnaires.

La lutte pour la liberté des peuples opprimés ne peut être victorieuse qu'avec la direction révolutionnaire internationaliste de la classe ouvrière. À la trahison du PKK, opposons une lutte unie, organisée et révolutionnaire. Cette lutte est la voie de la libération non seulement pour le peuple kurde, mais pour tous les travailleurs de Turquie et du Proche-Orient.

La liberté et l'égalité seront gagnées non avec des accommodements et des concessions au système capitaliste national et à l'ordre impérialiste mondial, mais avec les armes du pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière et des autres travailleurs.

Notre responsabilité historique, en tant que communistes internationalistes, est d'organiser cette lutte en renouant avec le programme de la Ligue des communistes, du conseil général de l'Association internationale des travailleurs, de l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky.

18 juillet 2005

Collectif révolution permanente  
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

# Népal : un soulèvement de la jeunesse détourné par les monarchistes et les fondamentalistes, confisqué par l'état-major et la présidence

## Les dernières élections

En mai 2022, lors de l'élection municipale de Katmandou, l'ancien maire du Parti communiste du Népal marxiste-léniniste unifié (CPN-UML) est évincé par un nouveau venu, Balendra Shah, un ancien rappeur de 35 ans, qui fait campagne contre la corruption et gagne devant le candidat du parti du Congrès népalais (NC). Le CPN-UML est relégué à la troisième place.

En novembre 2022, aux élections législatives, les différents partis ouvriers reculent mais totalisent encore 40 % des voix. Le parti traditionnel de la bourgeoisie, le NC, s'affaiblit. Une nouvelle formation bourgeoise fondée par un présentateur de télévision, Rabi Lamichhane, le RSP (Parti national indépendant), dépasse d'emblée 10 % des voix. Sur leur droite, le parti monarchiste et suprémaciste hindouiste Rastriya Prajatantra (Parti national démocratique, RPP) monte en puissance. Dopé par la domination en Inde de Modi et du BJP cléricale et fascisant, le RPP mise sur la nostalgie de la monarchie et sur la glorification des castes pour en finir avec la démocratie parlementaire et le mouvement ouvrier.

En mars 2023, a lieu l'élection présidentielle au suffrage indirect (parlementaires nationaux des deux chambres et parlementaires des 7 régions). Le candidat du Parti du congrès du Népal Ram Chandra Poudel est élu avec le soutien du Parti communiste unifié du Népal maoïste (CPN-MC) contre le candidat du Parti communiste du Népal marxiste-léniniste unifié.

## Le mouvement Gen Z réprimé par le gouvernement « démocratique »

Sur fond de difficultés de l'économie capitaliste (22,7 % de chômage parmi les jeunes) et de discrédit gouvernemental (14 gouvernements depuis 2008, mais toujours avec les mêmes partis : NC, CPN-UML, UCPN-M), les « réseaux sociaux » (TikTok, Reddit...) diffusent fin août et début septembre des photos et des vidéos montrant le train de vie (voitures, sacs à main, loisirs...) des « nepo kids », les enfants des caciques politiques.

Le 4 septembre, le gouvernement de Khadga Prasad Sharma Oli suspend 26 plateformes dont dépendent beaucoup de petites entreprises et qui permettent les échanges avec les émigrés. Il ne semble pas qu'il y ait des assemblées générales dans les universités et les lycées. En tout cas, il n'y a aucune représentation contrôlée par les jeunes en formation. Cependant, le 8 septembre, stimulés sans doute par les soulèvements apparemment victorieux du Sri Lanka en 2022 et du

Bangladesh en 2024, les étudiants et les lycéens protestent dans toutes les grandes villes. La police tire à balles réelles, tuant 19 jeunes, en blessant 400.

## Le mouvement de la jeunesse détourné par les royalistes et les suprémacistes

Le soir du 9 septembre, Oli rétablit les plateformes, promet une enquête et décrète un couvre-feu. Le lendemain matin, des émeutiers, parfois armés, submergent la police à Katmandou et dans les grandes villes, attaquent et pillent systématiquement les bâtiments officiels (dont le parlement), les sièges des principaux partis, les villas des politiciens accusés de corruption, les banques, les hôtels, les médias... Il semble que le lumpen profite des troubles pour détruire et voler, que les monarchistes et les fondamentalistes religieux saisissent l'occasion pour affaiblir le régime parlementaire et pour imposer de prendre des distances avec la Chine. Il y a 23 morts parmi les manifestants et 3 dans la police.

Chassé par la rue, Oli démissionne dans l'après-midi du 9 septembre.

## Le mouvement de la jeunesse confisqué par les sommets de l'État bourgeois

Le chef des Forces armées népalaises, le général Ashok Raj Sigdel intervient à la télévision le soir du 9 septembre et annonce un couvre-feu. Les troupes protègent déjà l'aéroport. Au soir du 10, l'ordre militaire règne. Commencent des tractations entre le président Ram Chandra Poudel (NC), l'état-major et les représentants autoproclamés de la Gen Z.

Le 10 septembre, sur le réseau Discord, la Gen Z vote en faveur de Sushila Karki, devant Balen Shah, le maire de Katmandou. Karki est issue de l'appareil d'État bourgeois. Comme ancienne présidente de la



KATMANDOU, 9 SEPTEMBRE LE PARLEMENT BRULE

Cour suprême du Népal, elle avait eu des démêlés avec le NP et le CPN-UML, ce qui lui confère une popularité auprès des naïfs et rassure les généraux.

Le 12 septembre, le général Sigdel et le président Poudel la désignent première ministre et dissolvent le parlement. Le même jour, une cérémonie religieuse commune se tient au temple Pashupatinath de Katmandou, rassemblant familles et proches des quelques policiers et des nombreux étudiants morts lors des actions des 8 et 9 septembre.

La date des élections législatives anticipées est fixée au 5 mars 2026.

### La révolution démocratique a eu lieu, préparons la révolution socialiste !

Sans direction du prolétariat, sans procédures démocratiques (assemblées générales, élections, centralisation), un mouvement étudiant est facilement manipulable par tel ou tel secteur de la bourgeoisie.

Si le CPN-UML et le CPN-MC se sont ligüés contre la révolution prolétarienne et paysanne en 2006, la guérilla paysanne et la grève générale ont aboli la monarchie, instauré la république et une certaine laïcité, arraché les libertés démocratiques. L'étape démocratique de la révolution népalaise est accomplie.

Le bloc menchevik-stalinien avec la bourgeoisie nationale est, plus que jamais, un piège mortel pour la classe ouvrière. Si on n'avance pas vers le socialisme, les réactionnaires monarchistes et suprémacistes risquent de liquider les conquêtes démocratiques et sociales, de s'en prendre aux minorités religieuses et

ethniques, d'écraser le mouvement ouvrier, tous ses syndicats, tous ses partis.

La lutte des classes du Népal fait partie intégrante de la lutte des classes en Asie du Sud, comme la révolution sud-asiatique elle-même fait partie de la révolution socialiste mondiale. Il faut bâtir au plus vite un parti ouvrier révolutionnaire, avec droit de tendance et contrôle de la base sur la direction, opposé à tout bloc politique avec un quelconque parti bourgeois, lié à l'avant-garde d'Asie du sud, d'Asie de l'est et du monde entier.

- Respect des libertés démocratiques, dont le droit de manifester !
- Interdiction du travail des enfants ! Annulation des dettes des paysans travailleurs ! Application des règles de protection des salariés ! Maximum de 40 h de travail par semaine et limitation des heures supplémentaires ! Indexation des salaires sur les prix !
- Aide aux coopératives agricoles ! Expropriation de la grande propriété rurale, du foncier des villes ! Expropriation des grandes entreprises privées, étrangères ou nationales !
- Fin des discriminations juridiques envers les femmes (mariage avec un étranger, voyage à l'étranger) ! Application des lois égalitaires (interdiction de la dot, du mariage forcé, de la polygamie...) ! Protection contre la violence masculine dans le foyer, les lieux de travail et l'espace public !
- Protection des minorités religieuses contre les persécutions hindouistes ! Laïcité totale de l'État !
- Soins de qualité et gratuits pour toute la population, en particulier les femmes enceintes ! Accès libre et gratuit à la contraception et à l'avortement !
- Reconnaissance des langues des minorités nationales importantes ! Scolarisation des enfants des campagnes, en particulier des filles !
- Démocratie dans les syndicats ! Unification des trois centrales en une seule confédération indépendante de l'État bourgeois !
- Aucun vote pour des candidats bourgeois lors des élections ! Aucun gouvernement avec les partis bourgeois ! Assemblées dans les quartiers, les villages, les universités et les lycées, les administrations, les entreprises pour dresser un contre-pouvoir démocratique et réaliser en pratique l'hégémonie du prolétariat !
- Dissolution de la police et de l'armée professionnelle ! Armement du peuple !
- Gouvernement ouvrier et paysan reposant sur les conseils élus et révocables des villes et des campagnes ! Fédération socialiste de l'Asie du sud !



# Ukraine : quand Trump reçoit Poutine

## Tapis rouge pour Poutine le 15 aout en Alaska

Sans avoir exigé un cessez-le-feu, sans s'encombrer des gouvernements européens officiellement alliés, ni même de Zelensky, le président américain reçoit Poutine à Anchorage le 15 aout, en plein regain d'offensive russe. Il avait prévenu qu'il fallait prévoir des « échanges de territoire » pour obtenir la paix, en fait céder toute la région du Donbass, partiellement occupée par l'armée russe. Cela démantèlerait les lignes de défense de l'Ukraine et la rendrait vulnérable. Poutine ne s'engageant à rien, le gouvernement américain annule la négociation économique qui devait se tenir à Anchorage le 15 aout.

Le gouvernement ukrainien et ses alliés mentent à Trump des « garanties de sécurité », autrement dit que les États-Unis s'engagent militairement en Ukraine. Or, comme Biden, Trump refuse d'envoyer des troupes en Ukraine. Par contre, il encourage vivement l'Ukraine à acheter des armes au capitalisme américain... avec l'argent qui lui donneraient les États impérialistes d'Europe.

*L'Ukraine promet d'acheter 100 milliards de dollars [86 milliards d'euros] d'armes américaines financés par l'Europe pour obtenir des garanties de sécurité après un accord de paix avec la Russie... Questionné lundi [18 aout] à la Maison blanche sur la poursuite de l'aide militaire des États-Unis à l'Ukraine, Trump a dit : « Nous ne faisons pas de cadeau. Nous vendons des armes ». (Financial Times, 18 aout)*

L'armée russe poursuit son offensive, bombardant sciemment la population civile. L'attitude actuelle de l'État américain confirme que, contrairement à ce qu'inventaient des défenseurs honteux de l'impérialisme russe (que LO fait encore passer pour un État ouvrier, plus de trente ans après la décision de la majorité de la bureaucratie stalinienne de restaurer le capitalisme), la guerre d'Ukraine n'est pas un conflit entre l'impérialisme dominant et la faible Russie. Si cela avait été le cas, la Russie aurait été battue depuis longtemps.

## Droit à l'indépendance de l'Ukraine !

Il faut en même temps dénoncer l'incapacité de la bourgeoisie ukrainienne, qui n'est pas en mesure d'organiser une lutte efficace contre l'impérialisme russe.

Zelensky est le représentant du grand capital ukrainien, il a restreint les droits des travailleurs, il a poussé les citoyens russophones dans les bras de la Russie par ses persécutions et son culte des chefs fascistes du passé.

Comme il est incapable de s'adresser aux travailleurs et aux soldats de Russie, il est contraint de vendre le pays aux puissances impérialistes occidentales contre des approvisionnements en armements et des « garanties de sécurité ». Il vient même de tenter de dissoudre les organismes anticorruption du pays, même s'il a reculé le 30 aout.

Il est de la responsabilité de toute organisation ouvrière (parti ou syndicat) et d'opprimés de se prononcer contre l'invasion et l'occupation de l'Ukraine, pour le retrait des troupes impérialistes russes de tout le territoire de l'Ukraine, pour que les armes et les munitions arrivent sans condition aux soldats ukrainiens. Pour obtenir la paix et la liberté pour les peuples d'Ukraine (incluant les russophones), il faut la mobilisation des exploités pour annuler les mesures anti-ouvrières de Zelensky, restaurer les libertés démocratiques (y compris dans l'armée) et organiser la guerre et les négociations sous le contrôle des organisations ouvrières et paysannes. En Russie, une telle campagne aiderait la classe ouvrière à faire échouer la guerre coloniale et à fragiliser l'État bourgeois russe.

- Évacuation sans condition des troupes russes de l'Ukraine ! Libération des militants antiguerre emprisonnés en Russie ! Rupture des syndicats avec le régime des oligarques et formation de comités de soldats russes pour précipiter le retrait !

- Levée des sanctions des États impérialistes occidentaux contre la Russie !

- Autodétermination des populations du Donbass et de Crimée !

- Libertés démocratiques aux États-Unis, en Ukraine, en Biélorussie et en Russie !

- Suppression de l'OTAN ! Fermeture de toutes les bases militaires étrangères en Europe et ailleurs !

- Partout dans le monde, opposition des syndicats au militarisme ! Refus des partis ouvriers de voter les budgets militaires de la bourgeoisie ! Licenciement des armées permanentes au profit de l'armement du peuple !

- Renversement des cliques bourgeoises qui conduisent à la catastrophe ! Gouvernement ouvrier en Ukraine et en Russie ! États-Unis socialistes d'Europe !

30 aout 2025

## Lénine & Trotsky De l'Ukraine



1917-1939

CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 38

# ABC du marxisme : république

La bourgeoisie émergente est généralement favorable à l'établissement d'une monarchie constitutionnelle ou d'une république oligarchique. Ainsi, la révolution américaine repose de 1779 à 1782 sur l'armement multiethnique de la population masculine pour affronter militairement l'ancienne puissance coloniale, l'Angleterre coiffée par une monarchie. Mais la nouvelle république tolère l'esclavage et n'accorde même pas le droit de vote à tous les citoyens libres de sexe masculin. En outre, elle instaure une présidence élue de manière indirecte qui contrebalance le pouvoir du parlement lui-même divisé en deux chambres (élues alors au suffrage censitaire).

La révolution française de 1789 débouche d'abord sur une monarchie constitutionnelle dont le parlement est élu au suffrage masculin, censitaire et indirect. En 1792, la population laborieuse organisée et armée (les sans-culotte) arrache la république et le suffrage universel et direct masculin. La contre-révolution thermidorienne y met fin dès 1794.

Au début du 19<sup>e</sup> siècle, seule une partie de la petite bourgeoisie urbaine (artisans, boutiquiers, instituteurs, avocats, médecins, journalistes...) est véritablement à la fois républicaine et démocrate. En dépit de l'hostilité de nombreux socialistes à la lutte politique (Owen, Saint-Simon, Fourier, Hess, Proudhon...), le premier mouvement ouvrier de masse, le chartisme, se bat à partir de 1838 en Grande-Bretagne pour le droit de vote et des élections annuelles. À son contact, la Ligue des communistes se prononce en 1847 pour les libertés démocratiques, pour une république reposant sur le suffrage universel, pour un parlement détenant tous les pouvoirs.

Mais, lors de la révolution de 1848-1849, la bourgeoisie allemande se révèle incapable de jouer un rôle radical, ni même républicain. En définitive, elle préfère se soumettre à la monarchie prussienne que prendre le risque d'une révolution populaire incontrôlable. En France, la révolution populaire, armée, renverse en février 1848 la monarchie. Mais la 2<sup>e</sup> République bourgeoise réprime de manière sanglante la classe ouvrière en juin : « *Fut livrée la première grande bataille entre les deux classes qui divisent la société moderne... La voile qui cachait la république se déchirait* » (Marx, *Les Luttes de classes en France*, 1848-1850).

Par conséquent, là où subsiste la monarchie, tout en se battant pour la république et pour les libertés démocratiques, la classe ouvrière doit préserver son indépendance et bâtir son propre parti ; là où l'État bourgeois prend la forme d'une république, la classe ouvrière ne peut lui faire aucune confiance, elle doit défendre et

étendre les libertés, exiger l'armement du peuple et entamer la lutte directe contre la bourgeoisie et son État « *dont le but est de perpétuer la domination du capital* » (Marx, *Les Luttes de classes en France*, 1848-1850).

Les leçons de la révolution européenne de 1848-1850 sont confirmées par la Commune de Paris en 1871. Certes, les travailleurs parisiens sont républicains et recourent au suffrage universel, mais ils sont aussi armés, ce qui leur permet de mettre en place le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, une république sociale. Avec la complicité de la monarchie prussienne, la bourgeoisie française (ses cliques monarchistes et cléricales comme ses factions républicaines et franc-maçonnnes) unie autour de Thiers calomnie la Commune, l'assiège et l'écrase de manière sanglante. La 3<sup>e</sup> République bourgeoise accorde le suffrage universel masculin en 1875, tout en réprimant les grèves, en poursuivant les conquêtes coloniales de la monarchie et en militarisant la société pour préparer la guerre contre l'Allemagne.

L'État bourgeois, républicain ou monarchiste, parlementaire ou autoritaire, garantit le despotisme du capitaliste sur le lieu de travail et la contrainte pour les salariés de vendre leur force de travail au capital, même s'ils sont formellement libres, au contraire des esclaves et des serfs : « *La république apparaît en Europe pour ce qu'elle est dans son essence, ce qu'elle est réellement en Amérique, la forme la plus accomplie de la domination de la bourgeoisie* » (Engels, *La République en Espagne*, 1<sup>er</sup> mars 1873).

En Allemagne, en 1918, c'est la révolution prolétarienne qui renverse la monarchie. Mais l'armée professionnelle bourgeoise n'a pas pour autant disparu. Le gouvernement de l'Assemblée constituante (la République de Weimar) lance la police et les officiers contre les travailleurs en 1919.

LFI prétend octroyer au « peuple », s'il vote bien, une « 6<sup>e</sup> République », sans même supprimer la présidence. Mais, en France, le mot d'ordre de république ou d'assemblée constituante a perdu tout aspect progressiste depuis des décennies. Le « front républicain » a servi, à deux reprises, de prétexte au PCF, au PS, à LFI et au NPA d'aider à élire Macron. Tous les partis présents au parlement se disent républicains, RN inclus, et tous veulent renforcer la police et l'armée de métier, hostiles à la démocratie et contre-révolutionnaires : « *La république, tant qu'elle est la forme de la domination bourgeoise, nous est tout aussi hostile que n'importe quelle monarchie* » (Engels, *Lettre à Lafargue*, 6 mars 1894).

L'intérêt des travailleurs n'est pas de replâtrer l'État bourgeois, mais de l'abattre et de le remplacer par le pouvoir ouvrier, par une république socialiste.



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 25